

4934

COMITE PERMANENT INTER- ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE
FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

CILSS

SECRETARIAT EXECUTIF

PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

**UNITE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL
(UDL-PADLOS)**

Tel : (226) 31 26 40 -Fax : (226) 31 19 82 E-Mail : padlos@fasonet.bf



PROJET DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE

RAPPORT D'ETAPE

Septembre 1999

COMITE PERMANENT INTER- ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



CILSS

PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE
FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

CILSS

SECRETARIAT EXECUTIF

PROGRAMME MAJEUR POLOITIQUE DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

**UNITE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL
(UDL-PADLOS)**

Tel : (226) 31 26 40 -Fax : (226) 31 19 82 E-Mail : padlos@fasonet.bf

PROJET DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE

1^{er} RAPPORT D'ETAPE

Septembre 1999

INTRODUCTION

Par convention signée en février 1998, le CILSS et le CRDI ont formalisé l'idée de mettre en œuvre un projet de communication participative au Sahel. Après des difficultés de démarrage, le projet qui devait initialement s'exécuter au Cap Vert a finalement pris son envol au Tchad. Les conclusions de l'atelier de planification organisé du 9 au 20 août 1999 et l'intérêt qu'accordent les autorités tchadiennes au projet augurent d'une mise en œuvre efficiente du projet au Tchad.

I. CONTEXTE GENERAL

Le projet s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la désertification au Sahel. Il repose sur l'idée que la plupart des stratégies de communication utilisées dans le cadre de la lutte contre la désertification, mettent l'accent sur la diffusion d'informations et de messages de persuasion et de mobilisation. Ces actions n'ont que peu d'impacts réels sur la participation à des actions de développement concrètes par les communautés touchées au premier chef par le fléau ; d'où l'idée de mettre en œuvre un projet de communication participative en appui à des actions de lutte contre la désertification au Sahel.

Le processus de démocratisation et de décentralisation en cours dans la sous région créent assurément un environnement institutionnel favorable à la mise en œuvre d'un tel projet.

II. RAPPEL DES OBJECTIFS ET DES RESULTATS ATTENDUS DU PROJET

L'objectif global du projet est d'élaborer et expérimenter des stratégies de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification.

Plus précisément, le projet vise à :

- Appuyer la réalisation de recherche – action visant à développer des stratégies de communication participative dans les pays particulièrement touchés par la désertification ;
- Expérimenter ces stratégies dans le cadre de ces recherches – action et analyser leurs facteurs de difficultés et de réussite ;
- Evaluer les stratégies adoptées dans ces projets pilotes ;
- Renforcer la capacité méthodologique des partenaires de recherche dans chacun des pays en matière de recherche – action et de communication participative ;
- Produire un recensement critique des stratégies de communication dans le cadre de l'application de la CCD et plus spécifiquement dans le cadre des PAN de la région d'Afrique de l'Ouest ;
- Partager les acquis et les questions soulevées par ces recherches avec les organismes responsables de la mise en application de la CCD dans les pays du Sahel.

On attend de toutes ces actions, une méthodologie et des applications pratiques de communication participative en matière de lutte contre la désertification au niveau local ; des activités de communication réalisées et un appui à des actions de développement menées dans des communautés touchées par la désertification ; des échanges entre institutions de recherche

spécialisées dans la lutte contre la désertification ; une publication et un film vidéo présentant les résultats des recherches – actions.

La durée du projet est de 26 mois. Dans chacun des pays choisis pour son exécution, le projet se déroule de la manière suivante :

- Une étape de programmation au cours d'un atelier qui réunira les différents animateurs du projet ;
- Une étape de recherche-action de dix mois ;
- Une table ronde régionale en fin de recherche pour valider les résultats.

Il est prévu pendant le déroulement de la recherche, de récolter et d'analyser les stratégies de communication des pays membres du CILSS et d'en faire la critique au cours de la table ronde.

III. ETAT D'EXECUTION

3.1. Phase d'identification

Le projet de communication participative a été formulé à la suite d'une mission d'identification dans un certain nombre de pays : le Cap Vert, La Mauritanie et le Niger. Cette mission a regroupé les partenaires Canadiens, le PADLOS et le PASP (chargé de suivre la mise en œuvre de la CCD au niveau sous régional). Elle a consisté à identifier les pays qui pourraient abriter le projet et en des discussions avec les partenaires locaux intéressés.

Au Cap vert, des difficultés de communication ont fait que la « partie CILSS » n'a pu s'entretenir qu'avec les partenaires de Praia tandis que la « partie CRDI » discutait avec les autorités municipales de l'île de Santo Antao choisie pour l'exécution du projet. Une séance de travail a eu lieu à Ouagadougou pour la formulation finale.

3.2. Tentative de mise en œuvre au Cap Vert

La mise en œuvre du projet a commencé en décembre 1998 avec la première mission du chargé de programme. Cette mission a eu lieu du 12 au 21 décembre 1998 au Cap Vert. Il s'est surtout agi de discussions avec la municipalité de Santo Antao, discussions au cours desquelles il fallait désigner la coordination nationale du projet et préciser les objectifs et résultats attendus. Un aide-mémoire (avec un échéancier) devrait être signé entre les deux parties et qui indiquerait :

- Les tâches et missions du CILSS et de la coordination nationale ;
- Les mécanismes de gestion de l'accord de financement ;
- Les zones de recherche - action retenues ;
- Les mécanismes pour la préparation de l'atelier de lancement (populations locales, coordonnateur de la recherche, animateurs, enquêteurs etc., méthodologie à utiliser, outils de communication, date de lancement...) ;
- Le réalisateur de la vidéo ;
- Le chargé du suivi de la recherche – action ;

Cette mission s'est assez bien déroulée (voir rapport de mission). Tous les points ci-dessus cités ont pu être abordés et des solutions trouvées. La mission a fait cependant les constats importants suivants :

- *Le ministre de tutelle du CILSS au Cap Vert n'est pas au courant du projet ;*
- *La Direction Générale de l'Agriculture et le SEPA (Secrétariat exécutif pour l'environnement) voudraient que le projet mette en œuvre les actions définies dans leur PAN (Programme d'Action National de lutte contre la désertification).*

Elle a constaté la bonne maîtrise du projet par le Maire de Santo Antao. Il restait à la fin de la mission quelques points à retravailler entre la mairie et le PADLOS. Il s'agit notamment : des fiches techniques des deux projets retenus pour servir de base à la définition de la méthodologie de communication participative, du recrutement et de la rémunération du coordonnateur national et de la tenue de l'atelier de programmation. Ces questions devaient être réglées au plus tard le 10 janvier 1999.

Malheureusement, cela n'a pu se faire. Les documents envoyés par la partie capverdienne ne correspondaient pas tout à fait à ceux demandés ; ils ont appelé de la part du PADLOS les remarques suivantes :

1. *« Le document ne correspond pas tout à fait à celui demandé : il apparaît plutôt comme une autre formulation du projet de communication participative.*
2. *Les domaines d'appui possibles énoncés dans votre message diffèrent sensiblement de ceux arrêtés de commun accord. La démarche que vous proposez pour déterminer les domaines à appuyer est idéale ; mais démarrer une MARP à ce stade du projet va prendre énormément de temps alors que nous sommes déjà largement en retard !*
3. *Sur la base de ces considérations, nous vous suggérons de :*
 - *Elaborer des fiches synthétiques plus conséquentes de domaines à appuyer par le projet dans l'esprit indiqué ;*
 - *Nous faire parvenir ces fiches au plus tard le 1^{er} février 1999 ».*

Par un fax en février 1999, la partie capverdienne a fait savoir au CILSS que le projet tel que formulé dans sa philosophie d'intervention ne l'intéressait pas ; ce qui a obligé le PADLOS à accélérer les démarches pour lancer le projet au Tchad.

3.3. Départ au Tchad

Après le gel du projet au Cap Vert, une réunion de travail avec notamment le représentant du CRDI (M. Guy Bessette) en février 1999 a recommandé la réorientation du projet vers d'autres pays et l'accélération des contacts avec le Tchad pour le démarrage effectif du projet. C'est suite à cette réunion qu'il a été décidé de choisir comme deuxième pays la Mauritanie où une mission de prospection était prévue en août-septembre prochain.

Par ailleurs et toujours dans l'esprit de cette rencontre de février, une réorganisation budgétaire a été opérée en tenant compte des coûts réels des activités. Cette opération a montré qu'il était impossible d'intervenir dans trois pays avec l'enveloppe financière mise à la disposition du CILSS par le CRDI. Cela a conduit à concentrer le projet sur deux pays en mettant plus l'accent sur le volet « *activités de terrain* ».

Le budget issu de ce recentrage est présenté dans le tableau qui suit.

Nouveau budget du projet
(x 1000F CFA)

RURIQUES	AN1	AN2	AN3	TOTAL
Equipement				
Equipement (Ordinateur...)	4400			4400
Rencontres				
Table ronde an 1	12450			12450
Table ronde an2		12450		12450
Consultant en communication	10080	4540		14620
Publication			6300	6300
Frais généraux de gestion	4252,710	5853,330	756	10862,040
Frais recherches				
Atelier Cap vert				00
Atelier Tchad	11050	0		11050
Atelier Mauritanie		11050		11050
Recherche action Cap vert				00
Recherche action Tchad	25460,650			25460,650
Recherche action Mauritanie		25460,650		25460,650
Tournée du Coordonnateur Padlos	2333,100			2333,100
Tournée du Coordonnateur régional	7630	7630		15260
Salaires				
Coordonnateur Cap Vert				00
Coordonnateur Tchad	8400			8400
Coordonnateur Mauritanie		8400		8400
Coordonnateur régional	7560	7560	1260	16380
Formation /voyage				
Formation coordonnateur régional	3300	1236		4536
Totaux	71139810	10995630	8316000	189412,44

3.3.1 Justification du choix du Tchad pour l'exécution du projet

Suite au gel du projet au Cap Vert, la décision a donc été prise d'approcher les autorités tchadiennes pour une mise en œuvre rapide du projet. Cette sollicitation a reçu un écho très favorable de la part de ces autorités.

Le choix de ce pays est motivé par les considérations suivantes:

- l'environnement politico-institutionnel à l'heure actuelle paraît particulièrement favorable pour entreprendre une telle action comme l'atteste le succès du forum national sur la Convention Internationale de lutte contre la désertification tenu en février 1999 au Tchad et comme en témoigne aussi le soutien politique dont bénéficie le projet d'observatoire du foncier qui est

également un projet de recherche - action initié par le CILSS / PADLOS au Tchad;

- l'existence de données techniques de base résultant des études sur la gestion décentralisées des ressources naturelles réalisées l'année dernière par le PADLOS au Tchad, ceci devrait permettre d'assurer une mise en œuvre très rapide du projet.

3.3.2. Identification de projets au Tchad

La mission d'identification du projet au Tchad a eu lieu du 9 au 19 avril 1999 ; elle était une prospection pour la mise en œuvre du projet de communication participative. Un consultant devant élaborer la méthodologie de communication participative y a été associé pour récolter les données nécessaires à ce travail.

La mission a expliqué les objectifs et résultats attendus aux autorités et responsables de projets tchadiens. Elle a eu une journée de discussion avec les responsables des sites identifiés pour approfondir ses connaissances sur les sites.

Elle a visité des projets en exécution dans la sous-préfecture de Linia afin de comprendre le travail des animateurs de l'ONG Darna, identifié (entre autres) pour abriter le projet de communication.

Elle a également visité un centre de formation dans la banlieue de N'Djamena pour prendre les renseignements nécessaires à la tenue de l'atelier de programmation du projet prévue du 19 au 30 juillet 1999 et qui concernera une trentaine de personnes (animateurs et leurs chefs directs).

Les sites retenus au cours de cette mission étaient les suivants :

Zones	Structures responsables	Domaines d'appui	Nombre d'animateurs
Elfass, Kadada, N'djamena rural	DARNA (ONG)	Alphabétisation ; Crédit rural ; Agroforesterie.	3 agents 1 délégué d'antenne
Mao	ONDR	Ecodéveloppement (développement agrosilvopastoralisme) ;	8 agents 7 chefs de volets
Doum Doum	SODELAC	vulgarisation de techniques agricoles pour la culture de céréales, du maraîchage, de la production de fruits, éducation et santé.	4 agents
Isserom	SODELAC	Vulgarisation agricole ; Lutte contre l'ensablement.	3 agents
* en attente : Salamat	NAFIR (ONG)	Information-formation-organisation ; Agriculture durable ; Femme et développement ; Epargne crédit ; hydraulique	Au moins 2

La discussion avec les partenaires a recommandé que les **fonds** soient mis à la disposition du CONACILSS avant la tenue de l'atelier.

3.3.3. L'atelier de planification

Il a eu lieu Du 09 au 20 Août 1999 au Foyer de l'animateur de DARDA et a regroupé une trentaine participants provenant :

- Des Institutions de Développement comme SODELAC, DARNA, ONDR, NAFIR.
- Du Ministère de l'Agriculture et celui de l'Environnement et de l'Eau.
- Des Structures ayant en charge la Recherche.

L'atelier est une suite logique de la mission d'identification du CILSS en avril de cette année; il vise :

- 1) - à planifier avec les animateurs, le projet dans les sites d'intervention
- 2) - à donner à ces derniers les méthodes et outils de communication participative
- 3) - à introduire aux participants les aspects méthodologiques de la Recherche/Action etc...

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Ministre de l'Environnement et de l'Eau, représentant le Ministre de l'agriculture, en présence du Coordonnateur de l'Unité d'Appui au Développement Local au Sahel (UDL) et quelques cadres du CILSS.

Il a initié les participants à certains éléments de la communication participative, notamment :

- Définition de concepts de base de la communication participative
- Les étapes permettant d'amener les paysans à accepter ou adopter un thème de vulgarisation
- Les quelques éléments de base du processus de la communication
- Conditions minimum à remplir pour la participation des communautés
- Le rôle du communicateur
- la définition des groupes cibles
- la détermination des ressources humaines, matérielles et financières,
- les stratégies de communication
- les activités à mener
- la détermination des échéances
- l'exécution des activités
- le suivi/évaluation
- la réorientation des actions.

Des exercices pratiques ont illustré l'atelier qui a débouché sur la planification de projets de communication en appui aux activités des animateurs.

Au total, six projets de communication en appui à des actions de lutte contre la désertification ont été planifiés.

Ainsi, l'ONG Darna a présenté deux projets : l'un visant à lutter contre le déboisement et l'autre pour l'alphabétisation des femmes afin de trouver des solutions aux problèmes que rencontrent ces dernières dans la gestion de leurs activités. Il va alors axer ses interventions sur la formation, les rencontres-discussions et utiliser des canaux de communication comme les jeux de rôle, les contes, les saynètes, les images, les voyages d'échanges etc.

Nafir une ONG basée dans le Guéra, a opté pour la lutte contre la dégradation des ressources naturelles. L'auteur principal identifié de cette dégradation, est l'exode rural ; c'est pourquoi il envisage renforcer et appuyer la mise en place de sept (7) organisations paysannes pour une exploitation rationnelle des ressources naturelles et renforcer leur capacité de gestion. Il envisage en outre mettre en place deux pépinières à des fins de production de plants fruitiers et gommiers.

Ce dossier après analyse, s'est avéré trop vaste et il a été demandé à cette ONG de mieux centrer l'intervention du projet.

Le projet de développement local du Kanem qui envisageait appuyer par la communication, les activités de lutte contre l'ensablement a subi le même sort que le projet précédent ; il a été jugé trop vaste et renvoyé pour recentrage.

Le projet de développement rural de Doum-Doum a choisi de lutter contre l'ensablement et celui de Bol veut encourager la participation de la femme à la production dans les zones aménagées. Ces deux projets rattachés à la SODELAC, ont comme activités entre autres: l'apprentissage de l'installation de pépinières et l'implication des chefs religieux, traditionnels et des personnes influentes dans la résolution du problème.

Pour la mise en œuvre des projets, les animateurs ont prévu le démarrage effectif des activités pour le début du mois d'octobre et ont réservé les prochaines semaines aux différentes tâches d'information des populations et des partenaires.

3.3.4. La suite du projet au Tchad

L'ensemble des projets soumis pour financement dans le cadre de ce projet de recherche-action s'élève à environ 40 millions de f CFA alors que l'ensemble de protocole d'accord avec le Tchad (hormis les frais de consultation) fait 25 millions. De plus certains aspects de la mise en œuvre des projets n'ont pas été budgétisés. Il s'agit notamment des coûts de déplacement du chargé de suivi ; quand on sait qu'une journée de location de véhicule 4x4 coûte 80.000 F CFA, ces charges pourraient s'élever à $80.000 \times 50 = 4.000.000$ F (quatre millions) CFA.

Il faut également verser sur le compte des imprévus, la tenue d'une rencontre à mi parcours jugée nécessaire par le consultant pour permettre de faire un bilan partiel et réorienter les animateurs à temps si besoin était surtout que ces derniers avaient un niveau assez bas.

Tout ceci nécessitera sans doute un avenant au protocole avec le Tchad qui va être répercuté sur le reste du budget de l'appui du CRDI.

Le projet se poursuivra comme suit au Tchad :

- Mise en œuvre des actions de communication : octobre 1999 à juillet 2000
- Suivi des actions : octobre 1999 à juillet 2000
- Réalisation de la vidéo : octobre 1999 à juillet 2000
- Atelier à mi-parcours : février 2000
- Evaluation du projet : juin 2000
- Première table ronde : juillet 2000

IV. PERSPECTIVES

De façon globale et compte tenu de l'insuffisance du budget, il faudra voir la suite du projet dans une autre direction, notamment changer pour cette première phase, le deuxième pays présenté comme participant au projet, en l'occurrence la Mauritanie, par le Burkina Faso où il pourra s'exécuter avec moins de charges financières. L'exécution du projet dans des sites proches pourrait permettre de comparer des situations différentes : sites à suivi régulier et sites à suivi et encadrement intermittents.

Les atouts en faveur du Burkina Faso sont :

- Baisse des coûts de voyage (la mission d'identification en Mauritanie est budgétisée à environ trois millions F CFA) ;
- Economie sur les frais de suivi (ce volet pourra être exécuté directement par l'expert du PADLOS ; il est budgétisé à près de six millions F CFA au Tchad)
- Un suivi plus efficace à cause de la proximité des sites et de la compétence du chargé de suivi ;
- Gain de temps, les sites étant sur place.

L'économie réalisée sur ce deuxième pays pourra être rajoutée au budget tchadien pour permettre des actions plus efficaces.

CONCLUSION

En substance, pour cette deuxième étape du projet, il est prévu la consolidation des activités au Tchad notamment avec un suivi régulier pour éviter tout dérapage.

Des inquiétudes demeurent cependant concernant la réalisation du film vidéo prévu dans la philosophie de capitalisation des résultats de la recherche. Le réalisateur identifié pour cette tâche n'a pas pu assister à la programmation des activités.

Quant à l'analyse des stratégies de communication en appui à la CCD des pays membres du CILSS, cette activité est prévue après la formation en méthodologie de communication participative (novembre 1999) qui devra donner plus de capacité d'analyse à l'UDL.

Malgré des difficultés de démarrage inhérentes à toute activité de ce genre, le projet de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification est bien en route. Les différents acteurs du projets semblent parfaitement conscients des enjeux et bénéficient du soutien politique des Etats concernés en référence au discours du Ministre tchadien de l'agriculture à l'adresse des participants à l'atelier de planification: « Au cours de vos travaux, vous avez soulevé un certains nombre de préoccupations en ce qui concerne la mise en œuvre de vos activités ; je puis vous assurer que les dispositions nécessaires ont été prises pour vous permettre d'être immédiatement opérationnels. Il nous revient donc, à tous, de faire en sorte que ce projet pilote dont notre pays est le premier bénéficiaire, s'exécute dans des bonnes conditions ».

ANNEXES :

- Tableau des activités
- Budget et explications
- Tableau de programmation 1999-2000
- Programme UDL 200-2002
- Projets planifiés du Tchad
- Rapport de mission : Cap Vert, Tchad (2).

ANNEXE 1 :

TABLEAUX DES ACTIVITES

III. TABLEAU DES ACTIVITES

PERIODE	PREVISIONS	REALISATIONS	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
4 ^{ème} trimestre 1998	Lancement du projet au Cap Vert	<ul style="list-style-type: none"> ▪ recrutement du chargé de programme ▪ Mission de contact au Cap Vert ▪ Identification de sites d'exécution du projet 	Incompréhension entre les deux parties (Cap Vert et CILSS) sur la philosophie du projet	Mise en stand by du projet au Cap Vert
1 ^{er} et 2 ^{ème} trimestres 1999	Identification des sites du projet Identification et formation des animateurs du projet Elaboration de la méthodologie de communication	<p>Elaboration de TDR du Consultant pour l'élaboration de la méthodologie de communication participative</p> <p>Mission d'identification des sites du projet au Tchad</p> <p>Identification des animateurs</p> <p>Réculte de documents pour la mise en œuvre du projet.</p>	Le retard dans la mise en œuvre du projet est dû au fait qu'il aurait dû démarrer dès le mois de janvier 1999 au Cap Vert ; mais des incompréhensions avec ce pays ont conduit au gel et à la réorientation du projet vers le Tchad.	Taux de réalisation : 60%
3 ^{ème} et 4 ^{ème} trimestres 1999	Lancement du projet	Atelier de planification du projet : 6 projets planifiés.		Le coût de ces projets d'appui en communication semble plus élevé que prévu ce qui va nécessiter une nouvelle orientation.

IV - Perspectives pour le projet

(période septembre 99 - an 2000)

N° A5	ACTIVITES	PERIODE D'EXECUTION					CONDITIONS CRITIQUES	COUTS en Milliers F CFA
		4 ^{ème} trim 1999	1 ^{er} trim 2000	2 ^{ème} trim 2000	3 ^{ème} trim 2000	4 ^{ème} trim 2000		
A.51	Recherche action au Tchad	●	●	●	●			31.160
A.52	Formation en méthodologie de communication participative	●					Ce deuxième pays pourrait être le Burkina Faso	Pm 3.000
A.53	Identification de projets pour le deuxième pays	●						3.300
A.54	Récolte et analyse des stratégies de communication des pays du CLSS	●	●	●			En collaboration avec l'U PS/GRN	--
A.55	Atelier de d'évaluation à mi parcours au Tchad		●				A re budgétiser	pm
A.56	Atelier de planification du projet dans le deuxième pays		●					11.050
A.57	Recherche action dans le deuxième pays		●	●	●	●		31.160
A.58	Suivi du projet dans les deux pays Et réalisation des vidéos	●	●	●	●	●		pm
A.59	Evaluation du projet au Tchad			●				pm
A.510	Première table ronde régionale				●			12.450
A.511	Evaluation du projet dans le deuxième pays					●		pm
A.512	Deuxième table ronde régionale					●	Il n'est pas évident que l'ensemble de ces activités s'achève avant la fin de l'année	12.450
A.513	Diffusion des résultats de la recherche					●		6.300

V. Plan d'opération DE L'UDI 2000 - 2002

Le programme triennal 2000-2002 présenté ici reprend de manière sommaire les tranches annuelles 2000 et 2001 et rajoute une tranche pour 2002. Il se caractérise par une continuité dans l'action.

Programme majeur politique : Gestion des ressources naturelles
 Unité Opérationnelle : Unité de Développement Local
 Année : 2000

PROGRAMME 2000 - 2002

N°	Activités	Calendrier des opérations		
		2000	2001	2002
A1. Appuyer la mise en place des observatoires du Foncier	A11. Formulation de documents de projets	●	●	
	A12. Ateliers nationaux de validation	●	●	
	A13. Elaboration de plans d'action/table ronde de partenaires	●	●	
	A14. Appuis institutionnels	●	●	●
A2. Appuyer l'élaboration de textes législatifs et réglementaires	A21. Etudes nationales législatives sur décentralisation et GRN	●		
	A22. Synthèse régionale	●		
	A23. Etudes thématiques	●	●	●
A3. Appuyer la mise en œuvre de la décentralisation	A31. Forum constitutif réseau d'appui à la décentralisation	●		
	A32. Appuis institutionnels au réseau	●	●	●
	A33. Forum sur décentralisation et développement local	●		
A4. Renforcer les capacités des acteurs	A41. Appui institutionnels et organisationnels aux PFP et REFESA	●	●	●
	A42. Renforcement des capacités des acteurs en négociation et planification stratégique	●	●	
	A43. Appui au renforcement du mouvement associatif pastoral	●	●	
A5. Recherche action en communication participative	A51. Elaboration de documents de projets	●		
	A5.2 appui à des projets nationaux en communication participative		●	●

ANNEXE 2:

**NOUVEAU BUDGET
ET EXPLICATIONS**

NOUVEAU BUDGET DU PROJET
(x 1000F CFA)

RURIQUES	AN1	AN2	AN3	TOTAL
Equipement				
Equipement (Ordinateur...)	4400			4400
Rencontres				
Table ronde an 1	12450			12450
Table ronde an2		12450		12450
Consultant en communication	10080	4540		14620
Publication			6300	6300
Frais généraux de gestion	4252,710	5853,330	756	10862,040
Frais recherches				
Atelier Cap vert				00
Atelier Tchad	11050	0		11050
Atelier Mauritanie		11050		11050
Recherche action Cap vert				00
Recherche action Tchad	25460,650			25460,650
Recherche action Mauritanie		25460,650		25460,650
Tournée du Coordonnateur Padlos	2333,100			2333,100
Tournée du Coordonnateur régional	7630	7630		15260
Salaires				
Coordonnateur Cap Vert				00
Coordonnateur Tchad	8400			8400
Coordonnateur Mauritanie		8400		8400
Coordonnateur régional	7560	7560	1260	16380
Formation /voyage				
Formation coordonnateur régional	3300	1236		4536
Totaux	71139810	10995630	8316000	189412,44

EXPLICATION DES COUTS

I. EQUIPEMENT : 4.400.000

En plus de l'ordinateur portable, il a été nécessaire d'acheter un ordinateur de bureau.
L'équipement définitif se compose comme suit :

- Ordinateur portable
- Ordinateur de bureau et scanner
- Logiciels de travail.

II. TABLE RONDE

Participants CILSS :

Pays membres : 8 personnes x 400.000 = 3.200.000

Siège : 3 pers x 400.000 = 1.200.000

Perdiem : 50.000 x 7 jours x 11 personnes = 3.850.000

Animateurs :

Perdiem : 10.000 x 30 pers x 7 jrs = 2.100.000

Trsport : 300.000

Location salle : 800.000

Carburant : 200.000

Location véhicule : 400.000

Reproduction de documents : 400.000

Total an1 : 12.450.000

Total an2 : 12.450.000

III. CONSULTANT EN COMMUNICATION

An 1

Contrat : 150.000 x 45 jours = 6.750.000

Perdiem consultant : 50.000 x 45jrs = 2.250.000

Billets : 540.000 + 540.000 =

Total an1 : 10.080.000

An 2

Contrat CEFA : 150.000 x 20jrs = 3.000.000

Perdiem : 50.000 x 20jrs = 1.000.000

Billet : 540.000

Total an2 : 4.540.000

Total consultant en communication : 14.620.000

IV. ATELIER DE PLANIFICATION AU TCHAD

Participants :

Animateurs 30 pers

Formateurs 1 pers

CILSS 3 pers

RUBRIQUES	COUTS
Animateurs	
Perdiems : 10.000F x 30pers x 15jrs =	4.500.000
Voyage (forfait) : 10.000f x 30 pers =	300.000
Logistique	
Salle 12500 x 12 jrs	150.000
Car : 100.000 F x 4 jrs	400.000
Carburant : 200.000	200.000
Papier et autres supports : 200.000	200.000
CILSS + consultant	
Billets	
Lomé/Ouaga 100.000 x 1 pers	100.000
Ouaga/N'Djamena 400.000 x 4pers =	1.600.000
Perdiem : 50.000 x 4pers x 18 jours	3.600.000
Total	11.050.000

Coût atelier 1: 11.050.000 F CFA

Coût atelier 2: 11.050.000 F CFA

V. RECHERCHE-ACTION AU TCHAD : 25460,650

VI. RECHERCHE-ACTION EN MAURITANIE : 25460,650

VII. TOURNEE DU COODINATEUR REGIONAL

- 5 Missions par pays soit ;
- billets : 340.000 x 5 = 1.700.000
- perdiem : 50.000 x 11jrs x 5 = 2.750.000
- location véhicule : 376.000 x 5 missions = 1.880.000

Total : 6.330.000

Mission d'identification au Tchad : 1.300.000

Total tournée du coordinateur régional : 7.630.000

VIII. TOURNEE EN MAURITANIE : 7.630.000

Le reste sans changement.

ANNEXE 3:

PROJETS PLANIFIES DU TCHAD

REPUBLIQUE DU TCHAD

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

DIRECTION GENERALE

SODELAC-CONACILSS

UNITE - TRAVAIL - PROGRES

**PROJET DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE
EN APPUI AU PROJET D'AMENAGEMENT
HYDRO-AGRICOLE DE POLDER DE MAMDI
ET DU CHENAL DE BOL**

Oc'tobre 99 - Juillet 2000

I. SODELAC - PROJET D'AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE DE POLDER DE MAMDI ET CHANAL DE BOL

Située dans la partie Ouest du pays, la préfecture du Lac fait frontière avec le Chari-Baguirmi et le Kanem. ; elle compte cinq (5) sous-préfectures et un poste administratif. Elle a une superficie de 25 000 km² variable selon les cours des eaux du Lac-Tchad. Sa population est estimée à 250 000 habitants. La préfecture du Lac est située entre le 13^{ème} et 14^{ème} parallèle Nord et les isohyètes 200 à 300 mm.

Cette région est subdivisée en trois zones suivantes :

- Une continentale
- une intermédiaire
- et insulaire cette dernière zone permet la culture de maïs dans les polders et ouadis. L'économie de la préfecture du Lac repose sur l'agriculture l'élevage et la pêche. Malheureusement l'enclavement de la région constitue un véritable handicap pour l'écoulement des produits vers les centres.

La SODELAC, organisme chargé du développement intégré du Lac est créée en 1967 par ordonnance 22/PR, malheureusement ses activités sont limitées seulement à l'agriculture. Dans les projets en perspective, la SODELAC envisage exécuter les volets pêche, élevage, infrastructures. Parmi ces projets nous citons le projet d'aménagement hydro-agricole du polder de Mamdi et le chenal de navigation de Bol actuellement en cours d'exécution. Financé par BAD, BID, BADEA, ce projet envisage l'aménagement d'une périmètre de 1800 ha nécessaire pour l'installation de 3 600 familles. Le projet a une durée de Sept (7) ans.

II - IDENTIFICATION DES PROBLEMES ET BUT DE L'INTERVENTION EN COMMUNICATION

2.1. - Identification des problèmes

- Marginalisation de la femme dans l'attribution et l'exploitation des périmètres aménagés

2.2 - But de l'intervention

augmenter le nombre de femmes attributaires de parcelles aménagées en vue d'améliorer les conditions de niveau de vie de la population féminine.

2.3. - Groupes cibles

La population de femme de la région de Bol ; autorités administratives, locales, décideurs et leaders religieux.

2.4. - Besoins du point de vue de la communication et de la participation communautaire :

Le problème précité n'est pas bien perçu par la population et les autorités locales, il y a donc nécessité de susciter au sein de la masse une réflexion commune en vue de dégager

ensemble les solutions possibles. Il ressort de ce problème les causes et conséquences suivantes :

Problèmes	Causes	Conséquences
Marginalisation de la femme dans l'attribution et l'exploitation du périmètre aménagé.	<ul style="list-style-type: none">• Manque de prise de conscience de la femme• Pesanteurs socioculturelles• Manque d'information des décideurs	<ul style="list-style-type: none">• Absence de la femme dans les grandes exploitations.• Déficit alimentaire• Diminution du revenu de la femme

2.5. - Objectif de communication

Le problème que la communication devra aider à résoudre est celui de la faible présence des femmes dans les périmètres aménagés.

2.6. TABLEAU DE LA STRATEGIE

Objectifs de communication	Public-cibles	Canaux/Supports	Thèmes/actions	Période d'exécution
1. Contribuer à développer au sein de la population de Bol les capacités d'analyser les problèmes de la participation des femmes dans les périmètres aménagés et y trouver les solutions appropriées.	<ul style="list-style-type: none"> • Adultes hommes et femmes • Groupements villageois • Administration • partenaires • Personnes influentes 	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres-débats • Supports audiovisuels (diapo, exposition photos, vidéo) 	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet de communication • L'aménagement des périmètres : causes conséquences et solutions 	Oct 99
2. Faciliter les échanges d'information et d'expérience entre les membres du village eux-mêmes et les villages avoisinants sur la question de la participation des femmes dans les périmètres aménagés.	<ul style="list-style-type: none"> • Leaders d'opinion • Adultes des villages • Femmes et groupements de femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres-débats dans les villages • Visite dans autres périmètres aménagés • Ecoute collective de K7 d'expériences de femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Expériences individuelles et villageoises en participation de femmes dans les périmètres aménagés 	Nov - dec 99
3. Augmenter le nombre des paysans de Bol qui voient le problème de la participation des femmes dans les périmètres aménagés et qui sont prêts à expliquer aux autres les solutions possibles pour accroître leur participation.	<ul style="list-style-type: none"> • Paysans leaders • Leaders d'opinion 	<ul style="list-style-type: none"> • Information et formation de femmes • Visite dans une zone où la participation des femmes est visible • Livrets 	<ul style="list-style-type: none"> • Entretien périmètres aménagés • Le déboisement et l'ensablement : causes conséquences et solutions 	Janv - fév 2000
4. Favoriser la création d'un groupement associatif des femmes à Bol exploitant de périmètres aménagés.	Les femmes adultes	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres-débats 	<ul style="list-style-type: none"> • Le déboisement et l'ensablement : causes conséquences et solutions • Statuts et fonctionnement des groupements • Rôle dans l'exploitation des périmètres aménagés 	Mars 2000
5. Evaluation à mi-parcours				Avril 2000
6. Favoriser l'acquisition des connaissances en matière d'entretien et de lutte contre l'ensablement des périmètres aménagés.	<ul style="list-style-type: none"> • Population adulte • jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation • Vidéo • livrets 	<ul style="list-style-type: none"> • Entretien et lutte contre l'ensablement des périmètres aménagés. 	Mai-juil 2000

2.6. - Indicateurs

Augmentation d'environ 80% de la population féminine de Bol attributaires de parcelles aménagés.

2.7. - Stratégies

- Impliquer les autorités administratives, locales, les groupements, les personnes influentes, traditionnelles dans la résolution du problème de participation des femmes dans l'exploitation des périmètres aménagés ;
- Formation des femmes en exploitation rationnelle des périmètres ;
- Visite inter-sites et voyage d'étude des sites (dégradés et protégés) pour prise de conscience de la protection des périmètres.

2.8. - Partenaires

Les autorités administratives et locales, les paysans, la SODELAC , le projet.

2.9. - MOYENS HUMAINES ET MATERIELS :

• Ressources humaines

Ressources humaines projet

Chef de Division	1
Chefs de service	1
Chefs de zone	2
Animateurs	8
Chauffeur	<u>1</u>
Total	13

• Ressources matérielles

Fonctionnement véhicule existant : 1

- Carburant : 200 litres/mois
- Lubrifiant : 10% de carburant
- Entretien des chevaux pour les agents
- Matériel didactiques
- Matériel de démonstration.

2.10. Mécanisme de Suivi et Evaluation

- Réunion mensuelle avec le personnel à Bol
- Visite des sites (2 fois/mois)
- Visite inopinées
- Rapport mensuel avec chronogramme
- Evaluation en mi-parcours par des sondages et enquêtes dans les sites.

2.11. Budget :

Désignation	Quantité	Prix unitaire	Total
Carburant	150 l	400 f/l x 10 mois	600 000
Lubrifiant	10%	du carburant	60 000
Entretien chevaux	6	6 x 10 000 x 10 m	600 000
Visite des sites	2x2x2 = 8 =	15 000 x 2x2x10	600 000
réunion mensuelle	6	15 000 x 6 x 10	900 000
Matériels:			
Location vidéo	3 fois	30 000	90 000
Magnétophone	1	75 000	
Production K7	6	forfait	100 000
Livrets			500 000
Tableau chevalet			15 000
papiers, feutres			25 000
Tirage photos			118 000
Total			3 608 000
Imprévus	10%		360 800
TOTAL GENERAL			3 968 800

N.B : 2 x 2 x 2 signifie que : 2 fois/mois x 2 jours/visite x 2 responsables pour la visite.

REPUBLIQUE DU TCHAD

UNITE - TRAVAIL - PROGRES

CONACILSS/ONG/DARNA

ONG DARNA

**PROJETS DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE EN APPUI
AUX PROJETS DE LUTTE CONTRE LE DEBOISEMENT
ET D'APHABETISATION DES FEMMES MEMBRES
DES COMITES DE GESTION DES GROUPEMENTS EN
TECHNIQUES DE GESTION**

Octobre 1999 - Juillet 2000

1.
PROJET DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE EN
APPUI
A LA LUTTE CONTRE LE DEBOISEMENT

1 - Contexte

DARNA qui veut dire « notre pays » en arabe tchadien est une organisation tchadienne pour le développement. Elle est fondée en Avril 1989 sous le folio 86 par un groupe des personnes soucieuses de développement de leur pays. Comme toute association DARNA a été créée pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population et de son auto-développement en tenant compte de la personne humaine et ses besoins globaux sans distinction de religion, de région d'âge et de sexe.

1. Zone d'intervention de DARNA

Depuis sa création DARNA intervient dans la Sous-préfecture de Ligna notamment les cantons Kadada et Elfass. Elle s'est étendue aujourd'hui au canton Mai-aich dans la Sous-préfecture de Dourbali par effet de tâches d'huile. La zone couvre une superficie de 10 000 km² à l'Est de la ville de N'Djaména à environ 35 km.

Elle est peuplée de plus de 40 000 habitants en majorité arabe. La pluviométrie de la zone varie de 450 à 500 mm par an pendant les bonnes saisons. Elle favorise la culture céréalière de diverses variétés et de légumineuses. Les échanges commerciaux entre la ville de N'Djaména et les marchés locaux de la zone sont basés sur les produits agricoles et forestiers. L'élevage du gros bétail et des petits ruminants constitue la deuxième richesse de la zone sans oublier l'artisanat qui apporte un appoint non négligeable aux femmes.

En dépit des atouts la zone est confrontée aux nombreux problèmes parmi lesquels l'analphabétisme s'est révélé être la première contrainte de gestion, de dégradation de l'environnement, et les maladies liées à l'eau.

Aussi les pesanteurs sociologiques constituent un frein à l'émancipation de la femme. Un travail ardu d'information, de sensibilisation et de formation reste à faire également dans le domaine du genre et développement.

2 - Méthodologie d'intervention de DARNA

DARNA est parti du postulat que le développement ne s'impose pas, il n'est pas suscité, il se fait par la motivation et mobilisation des concernés, autrement dit, il émerge de ceux à qui on vient en appui.

Ainsi a-t-elle été à l'écoute du milieu observé ce qu'il existe, ce qui se fait, ce que veut la population, ce qu'elle sait faire et partager son savoir faire.

En d'autres termes cette démarche participative revêt plus un caractère éducatif.

Ainsi DARNA agit-elle à partir des actions et des activités émergent des populations. A partir des tontines, elle a aidé les femmes à la création des caisses d'épargne de crédit et de solidarité, de la cueillette traditionnelle de gomme arabique pour la consommation locale elle a amené la population à en faire une production commerciale et organisée contribuant à améliorer ses revenus.

3. - Evolution du programme DARNA

Lancé depuis 1989, le programme DARNA a évolué de DARNA I à DARNA IV. La phase DARNA I a été un test après une étude du milieu réalisée en 1988 - 89 qui a fait ressortir les difficultés liées à l'alimentation en eau le manque de revenus, l'environnement et la manque de formation et d'organisation.

La phase DARNA II (1990-93) est celle de la mise en œuvre des actions programmées. DARNA III ou la phase 3 (1994-96) a visé le renforcement des activités et s'est consacrée à l'organisation de la population.

Après l'évaluation des phases précédentes un quatrième programme (DARNA IV) a été élaboré en tenant compte de nos forces et faiblesses, des atouts et des opportunités, de réussite et de succès puis d'identifier les canaux de communication tels que de bouche à oreille, les griots les crieurs publics les marchés hebdomadaires, le groupe folklorique et les cérémonies (baptême, mariage, sacrifice).

Fort de toutes ces expériences le programme Darna IV se propose de consolider les acquis tant en formation qu'en organisation afin d'aboutir à l'autonomisation paysanne. Cette phase met en place un processus de désengagement progressif de Darna.

II - Projet communication participative en appui au projet de lutte contre le déboisement dans les cantons de Elfass, Kadada et Mai-aich.

2.1 - Problème

La zone des cantons Elfass, Kadada et Mai-aich est menacée à 75% par la désertification ; on assiste à une disparition de plus en plus prononcée du couvert végétal dans les cantons de Elfass, Kadada et Mai-aich.

Cette situation a comme conséquences la baisse de pluviométrie, la baisse de rendement, la disparition de plusieurs espèces, la disparition de la faune, la baisse de la nappe phréatique et l'assèchement précoces des grands marigots le manque de pâturage le taux de mortalité élevé chez les animaux, la destruction des habitations par les vents violents, l'exode rural la famine etc.

Les causes liées à ce problème sont multiples parmi lesquelles on peut citer les causes immédiates dues à la coupe abusive d'arbres, les causes intermédiaires qui s'expliquent par les difficultés d'accès aux autres combustibles en dehors de bois de chauffe et de charbon.

2.2. But :

Le but de ce projet vise à rechercher ensemble les voies et moyens pour lutter contre la disparition du couvert végétal dans les cantons de Elfass, Kadada et Mai-aich.

2.3. Description des groupes cibles

Etant donné que le problème de l'environnement est un problème crucial qui affecte toutes les couches sociales : homme, femme, jeune, vieux, chefs traditionnels, les autorités administratives, les religieux, les élèves etc.. constituent le groupe cible du projet. Cependant la méconnaissance des causes fondamentales de ce fléau liée au manque d'information de formation, aggrave davantage les effets de la désertification.

2.4. - Implication du point de vue de la communication

L'appui de la communication visera à amener la population des trois cantons à voir le problème du déboisement et à y appliquer les solutions de leur choix (notamment le reboisement et les énergies alternatives pour la cuisine).

2.5. TABLEAU DE LA STRATEGIE

Objectifs de communication	Public-cibles	Canaux/Supports	Thèmes/actions	Période d'exécution
1. Aider la population adultes et les jeunes à connaître les causes et les conséquences de la désertification	<ul style="list-style-type: none"> • Adultes hommes et femmes • Groupements villageois • Personnes influentes 	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres-débats • Supports audiovisuels (diapo, exposition photos, vidéo) 	<ul style="list-style-type: none"> • La désertification : cause conséquences et solutions à envisager 	Oct 99
2. Aider la population des 3 cantons à se rendre compte qu'elle a sa part de responsabilité dans la dégradation de son terroir et à proposer des solutions.	<ul style="list-style-type: none"> • Adultes hommes et femmes • Groupements villageois • Personnes influentes 	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres-débats dans les villages (par groupe-cible) • Visite dans autres régions plus dégradées • Ecoule collective de K7 sur des expériences 	<ul style="list-style-type: none"> • Expériences individuelles et villageoises de lutte contre la désertification 	Nov – dec 99
3. Encourager les adultes et les jeunes à produire les plants en vue de lutter contre la désertification	<ul style="list-style-type: none"> • Paysans leaders • Leaders d'opinion • Adultes hommes et femmes • Groupements villageois 	<ul style="list-style-type: none"> • formation • Livrets • vidéo 	<ul style="list-style-type: none"> • Production des plants en pépinière (formation de pépiniéristes) • Le déboisement : causes conséquences et solutions 	Janv fév 2000
4. aider les femmes à s'orienter vers des énergies alternatives pour la cuisson des aliments	Les femmes adultes et jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres-débats • Démonstration foyers améliorés 	<ul style="list-style-type: none"> • Le déboisement : causes conséquences et solutions • Les foyers améliorés 	Mars 2000
5. Evaluation à mi-parcours				Avril 2000
6. Favoriser l'acquisition des connaissances en matière de production de plants et de reboisement	<ul style="list-style-type: none"> • Population adulte • Jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Vidéo • livrets 	<ul style="list-style-type: none"> • plantation, Entretien et protection des plants 	Mai-juil 2000
7. aider les femmes à acquérir et à utiliser l'énergie alternative (notamment le foyer amélioré)	<ul style="list-style-type: none"> • femmes adultes et jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Démonstration foyers améliorés • Livrets en langues nationales et en français 	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation des foyers améliorés 	Mai-juil 2000
Encourager la création de plantations individuelles et privées	Jeunes et adultes des 3 cantons	Journée de lancement des plantations	Plantation d'arbres individuellement et collectivement	Juillet 2000

2.6. Indicateur

- au moins une pépinière existe dans chaque village
- 10% de la population des villages se sont engagés en juillet 2000 dans la plantation (ont l'intention de planter).
- 30% des pépiniéristes formés maîtrisent et appliquent les techniques de production des plants en pépinière.

2.7. - Ressources humaines existantes
agents de Darra (4 animatrices dont 2 hommes et 2 femmes et 1 chauffeur)

2.8 - Ressources matérielles (à acquérir)

- 15 brouettes
- 15 arrosoirs
- 15 pelles
- 15 pioches
- 15 000 pots
- Produits phytosanitaires
- 5 pulvérisateurs

2.9. - Mécanisme d'évaluation et suivi

- Fiche de suivi
- Compte rendu des activités hebdomadaires
- Rapport d'activités, mensuelles
- Compte rendu de formation.

2.10. - Budget :

I - Activités	Quantité	Coût unitaire	Coût total
tournées (Carburant et autres frais)	60	30 000	1.800.000
II - Matériels			
Brouettes	15	25 000	375 000
Arrosoirs	15	10 000	150 000
Pelles	15	2 500	37 500
pioches	15	5 000	75 000
Pots	100	40	4 000
Pulvérisateur	5	75 000	375 000
Produits phytosanitaire (D6)	1	5 000	5 000
Boite à image (Forfait)	forfait	200 000	200 000
Location vidéo	10	30000	300 000
Production de K7	forfait	--	100 000
Perdiem de 2 animateurs + chauffeur			
7 500 f x 3 x 60	60 sorties	15 000	1 350 000
perdiem du Coordinateur (10 000 F x 10)	10 sorties	10 000	100 000
Total			3071 500
Imprévu 10%			307 150
Coût total du projet			8 650

PROJET DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE EN
APPLI
A L'APHABETISATION DES FEMMES MEMBRES
DES COMITES DE GESTION DES GROUPEMENTS
EN
TECHNIQUES DE GESTION

CONACILSS/ONG/DARNA

REPUBLIQUE DU TCHAD

UNITE - TRAVAIL - PROGRES

2.1. Problème : La totalité des femmes membres des comités de gestion des groupements ne savent ni lire, ni écrire ni calculer.

Cette situation a pour conséquences la mauvaise gestion de leurs activités, la non maîtrise des dépenses, le manque de confiance et de transparence dans la gestion.

Plusieurs causes sont à l'origine de ce problème. Comme cause immédiate nous pouvons citer la non scolarisation des femmes. Leurs préoccupations par d'autres activités comme l'agriculture l'élevage le petit commerce et le ménage sont les causes intermédiaires. Les causes profondes s'expliquent par le manque de sources d'information relative à la possibilité d'être alphabétisées, aussi le poids de la tradition selon lequel la femme n'est faite que pour le ménage constitue un facteur qui l'alphabétisation des femmes.

2.2. But

L'objectif de cette intervention consiste à chercher ensemble les solutions aux problèmes que rencontrent les femmes dans la gestion de leurs activités.

2.3. Description du groupe cible

Les groupes cibles à qui sont destinées les actions de communication sont les chefs des différents villages, les notables, les religieux, les maris des femmes, les groupements, les femmes âgées du village, jeunes filles et garçons, les autorités administratives.

2.4. TABLEAU DE LA STRATEGIE

Objectifs de communication	Public-cibles	Canaux/Supports	Thèmes/actions	Période d'exécution
1. Expliquer aux chefs des différents villages, au notables et aux religieux l'importance et le changement que apporter l'alphabétisation dans le village en leur faisant un atout très important.	<ul style="list-style-type: none"> chefs des villages, notables religieux 	<ul style="list-style-type: none"> contacts interpersonnels 	<ul style="list-style-type: none"> importance de l'alphabétisation 	Oct 99
2. S'entretenir avec les maris des femmes membres de comité des groupements sur le rôle important que peut jouer une femme alphabétisée dans la gestion du budget familial, l'éducation des enfants.	<ul style="list-style-type: none"> Maris Membres de groupements 	<ul style="list-style-type: none"> Rencontres-débats dans les villages 	<ul style="list-style-type: none"> importance de la femme alphabétisée dans la gestion du budget familial et éducation de enfants 	Nov – dec 99
3. Aider les femmes âgées à démontrer l'avantage d'une fille alphabétisée	<ul style="list-style-type: none"> femmes âgées des villages 	<ul style="list-style-type: none"> Rencontres-débats dans les villages avec les femmes âgées Rencontre femmes âgées/population adulte et jeunes Chanson populaire 	<ul style="list-style-type: none"> Importance de la femme alphabétisée dans la société d'aujourd'hui importance de la femme alphabétisée dans la gestion du budget familial et éducation de enfants 	Janv fév 2000
4. Aider les jeunes filles et garçons à comprendre l'intérêt qu'une mère alphabétisée peut apporter	Les jeunes garçons et filles	<ul style="list-style-type: none"> Rencontres-débats Séances vidéo Saynète 	<ul style="list-style-type: none"> La femme alphabétisée dans la société Femme non alphabétisée et ses déboires 	Mars 2000
5. Evaluation à mi-parcours				Avril 2000
6. aider les femmes membres du groupement à comprendre l'intérêt que apporte l'alphabétisation dans la gestion de leurs activités	<ul style="list-style-type: none"> Femmes membres de groupements 	<ul style="list-style-type: none"> Rencontres-débats Séances vidéo 	<ul style="list-style-type: none"> Importance de la femme alphabétisée dans la société d'aujourd'hui importance de la femme alphabétisée dans la gestion du budget familial et éducation de enfants 	Mai-juil 2000
7. Négocier avec les femmes membres de comité de gestion du groupement les modalités pour une formation (alphabétisation)	<ul style="list-style-type: none"> Femmes membres de groupements 	<ul style="list-style-type: none"> Formation livrets 	<ul style="list-style-type: none"> alphabétisation techniques de tenue de fiche de gestion 	Mai-juil 2000
8. faire voir aux néoalphabétisées	<ul style="list-style-type: none"> les femmes formées 	<ul style="list-style-type: none"> visite d'échange interzone à Bokoro 	<ul style="list-style-type: none"> où les femmes membres des comités de gestion des groupements savent déjà lire et calculer en leur langue 	juil 2000

2.5 - Indicateurs

Les 12 femmes membres de Comité de gestion de 6 groupement ont acquis les connaissances et les compétences en techniques de tenue de fiche de gestion.

2.6. Partenaires

La population de six villages

Les femmes membres des groupements

La direction de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales

ONG Darna

Autorités administratives et autres institutions poursuivant le même but .

2.7. - Ressources humaines

4 animateurs et 1 chauffeur

2.8. - Ressources matérielles

Matériels didactiques (confection des livres et fiches)

Cahiers, crayons, ardoises, craies.

2.9. - Mécanisme de suivi et d'évaluation

Fiche de suivi

registre d'appel

les rapports hebdomadaires et mensuels

compte rendu visite de suivis

compte rendu de formation

compte rendu de visite d'échanges



2.10. - **Budget** :

I. - Activités	Quantité	Coût unitaire	Coût total
Rencontres et débats (perdiem animateurs)	15	30 000	450 000
Suivis/conseils (perdiem animateurs) 2 suivis/mois x 6 x 300f (2 x 6 x 100 km x 300)	12	30 000	360 000
Visite d'échange interzone (carburant+entretien)	1	300 000	300 000
II - Activités			
Perdiem 3 agents x 10 000 f x 7 jours	3	70 000	210 000
Restauration de 12 femmes (12 x 1 000 f x 7 jours)	12	12 000	84 000
Réunion d'auto-évaluation (3 x 100 km x 3000)	3	15 000	90 000
Confections des matériels didactiques (livre de lecture, calcul et fiche de gestion)	Forfait		500 000
confection livrets	Forfait		200 000
tirage photo	10		118 000
location vidéo	4	30 000	120 000
chansonnier	4	15 000	60 000
saynètes	2	25 000	50 000
missions suivis de 2 animateurs + 1 chauffeur 7 5000 F x 3 x 28	28	22 500	630 000
total			3 172 000
Imprévus 10%			317 200
Coût du projet			3 489 200

REPUBLIQUE DU TCHAD

=====

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

=====

DIRECTION GENERALE

=====

CONACILSS/SODELAC

UNITE - TRVAIL - PROGRES

=====

PROJET DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE EN APPUI AU PROJET DE
DEVELOPPEMENT RURAL DE DOUM-DOUM
OCTOBRE 1999 - JUILLET 2000

Octobre 99 - Juillet 2000

I. LE PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DE DOUM-DOUM/ SODELAC

Le projet de développement rural de Doum-Doum est l'un des projets de la SODELAC en exécution dans la région du Lac. La préfecture du Lac a une superficie de 25 000 km². Elle compte cinq (5) Sous-préfectures et un (1) poste administratif. Dans cette région Sahélienne, la pluviométrie moyenne annuelle ne dépasse guère les 300 mm. Elle est divisée en trois (3) zones agro-écologiques dont chacune est liée au Lac.

1°/ - La zone continentale comprenant des dunes et des ouadis,

2°/ - La zone intermédiaire située aux alentours immédiats du Lac.

3°/ - La zone insulaire située dans la partie inondée en permanence a pour activités économiques dominant, l'élevage et la pêche, bien qu'à certains endroits l'agriculture des polders est pratiquée.

La SODELAC, organisme chargé du développement de la région du Lac Tchad n'a cessé depuis sa création en 1967, d'œuvrer pour la réalisation de sa mission en focalisant son action sur l'aménagement, la mise en valeur des polders, ouadis et l'encadrement de la masse paysanne.

La Sous-préfecture de Doum-Doum est l'une des cinq (5) Sous-préfectures du Lac qui est située dans la partie Sud-Est et faisant frontière avec le Chari-Baguirmi. Elle compte environ 40 000 habitants pratiquant les activités agro-sylvo-patorales. L'économie de la Sous-préfecture est basée sur l'agriculture, l'élevage et la pêche ; mais toutes ces activités sont mal exploitées à cause de l'enclavement de la région alors qu'elle possède une forte potentialité agricole due à la fertilité des sols de polder et ouadis, menacés d'ensablement. Le système d'exploitation est resté jusque là traditionnel. Les infrastructures éducatives et sanitaires sont insuffisantes : quatre écoles et quatre dispensaires pour une population si importante.

La communication se fait à travers les personnes influentes dont les Chefs traditionnels, les Chefs de terre et les Chefs religieux.

Présentation du projet

Le projet de développement rural de Doum-Doum qui a démarré en Janvier 1999 pour une durée de 5 ans, découle du projet d'étude action réalisée de 1989 à 1992. Il est financé par la Banque Arabe de développement (BADEA).

Identification des problèmes

- Ensablement des polders et des ouadis
- Enclavement de la région
- Insuffisance des infrastructures (école, dispensaire ...)
- Insuffisance des superficies cultivables.

But de l'intervention

Le but de l'intervention est l'autosuffisance alimentaire et l'amélioration des conditions de vie.

Groupe Cible

Toute la population de Doum-Doum, les commerçants, les agriculteurs, les éleveurs, les autorités administratives, locales et religieuses.

II. Le projet de communication participative

Les problèmes précités ne sont pas bien perçus par la population. Il y a donc nécessité de susciter au sein une réflexion commune en vue de dégager ensemble les solutions possibles. Il ressort de ces problèmes les causes et les conséquences suivantes :

Problèmes	Causes	Conséquences
Ensablement	Manque d'arbres, coupe abusive des bois, manque de régénération, sécheresse	Diminution de la production, des revenus
Enclavement	Manque des pistes rurales et routes	Manque d'échanges (commerciales, culturelles) et retard du point de vue évolution socioéconomique.
Insuffisance des infrastructures	Manque de prise de conscience	Analphabétisme, taux de mortalité élevé.
Insuffisance des superficies cultivables	Manque des barrages pour isoler les terres cultivables (polders), réductions parties cultivables par l'ensablement, insuffisance des matériels d'exhaure et de captage	Exode rural, famine.

L'appui de la communication aura pour objectif de résoudre le problème de l'ensablement jugé comme prioritaire.

TABLEAU DE LA STRATEGIE DE COMMUNICATION

Objectifs de communication	Public-cibles	Canaux/Supports	Thèmes/actions	Budget	Période d'exécution
<p>1. Contribuer à développer au sein de la population de Doum-Doum les capacités d'analyser les problèmes d'ensablement, et y trouver les solutions appropriées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Adultes hommes et femmes • Groupements villageois • Administration partenaires • Personnes influentes 	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres-débats • Supports audiovisuels (diapo, exposition photos, vidéo) 	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet de communication • Le déboisement et l'ensablement : causes conséquences et solutions 		Oct 99
<p>2. Faciliter les échanges d'information et d'expérience entre les membres du village eux-mêmes et les villages avoisinants sur la question de l'ensablement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Leaders d'opinion • Adultes des villages 	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres-débats dans les villages • Visite à dans ouadis ensablés de Djigidada • Ecoute collective de K7 d'expériences de lutte 	<p>Expériences individuelles et villageoise en lutte contre le déboisement et l'ensablement</p>		Nov – dec 99
<p>3. Augmenter le nombre des paysans de Doum-Doum qui voient le problème d'ensablement et qui sont prêts à expliquer aux autres les solutions possibles pour un changement durable, bénéfique à toutes les communautés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Paysans leaders • Leaders d'opinion 	<ul style="list-style-type: none"> • Information et formation • Visite à Ngouri (où l'exploitation du bois est rationnelle) 	<ul style="list-style-type: none"> • Le déboisement et l'ensablement : causes conséquences et solutions • Installation de pépinières 		Janv fév 2000
<p>4. Favoriser la création d'un groupement associatif des femmes à Doum-Doum et l'impliquer dans la recherche des solutions aux problèmes d'ensablement.</p>	<p>Les femmes adultes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres-débats • Supports audiovisuels 	<ul style="list-style-type: none"> • Le déboisement et l'ensablement : causes conséquences et solutions • Statuts et fonctionnement des groupements • Rôle dans la lutte contre l'ensablement 		Mars 2000
<p>5. Evaluation à mi-parcours</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 	<ul style="list-style-type: none"> • 			Avril 2000
<p>6. Favoriser l'acquisition des connaissances en matière de lutte contre l'ensablement ainsi que l'utilisation d'autres sources d'énergie (gaz, foyer amélioré).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Population adulte • Jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation en utilisation d'énergie alternative • Supports AV 	<ul style="list-style-type: none"> • Lutte contre l'ensablement • Utilisation gaz et foyers améliorés 		Mai-juil 2000

Indicateurs

- La proportion 70% de la population de Doum-Doum ayant pris conscience au bout de dix (10) mois du problème d'ensablement.
- XXX km de berges reboisés.

Stratégies

- Impliquer les autorités administratives, traditionnelles locales, les groupements, les personnes influentes, les chefs religieux au problème de restauration et conservation de la couverture végétale autour des polders, ouadis à travers les réunions d'information et formation sur les techniques de production de plants et reboisement
- Visite inter-sites et voyage d'étude des sites (dégradés et protégés) pour prise de conscience.

Partenaires

Les autorités administratives et traditionnelles, le projet de développement rural de Doum-Doum, la SODELAC et autres.

Ressources humaines

Ressources humaines projet de développement rural de Doum-Doum

Animateurs locaux	6
Chef de zone	1
Chef de service	1
Chef de Division	2
Chef de projet	1
Chauffeur	<u>3</u>
Total	14

Ressources matérielles (à acquérir)

Fonctionnement de 2 véhicules existants :

- Carburant : 300 litres/mois
- Lubrifiant : 10% de carburant
- Entretien des chevaux pour les agents
- Matériel de démonstration et de démonstration.

Mécanisme de Suivi et Evaluation

- Réunion mensuelle avec le personnel à Doum-Doum
- Visite des sites (2 fois/mois) soit 6 visites
- Visite inopinée
- Rapport mensuel avec chronogramme
- Evaluation en mi-parcours par des sondages et enquêtes dans les sites.

Budget :

Désignation	Quantité	Coût mensuel	Coût de dix mois
Matériels de communication et de démonstration :			
Location vidéo	5 séances	30 000	150 000
Affiches	forfaitaire		100 000
Tirage photos	10	11800	118000
Tableau chevalet	1	5 000	5 000
Papier et feutres	forfaitaire	15 000	15 000
Magnétophone amateur	1	75.000	75.000
Production de K7 collective	6	(forfait)	100.000
Total 1			625.000
	Libellé	Coût mensuel	Coût total
Réunion mensuelle	8 p x 3j x 5 000 f	120 000	1 200 000
Visite des sites	2 v x 4p x 2j x 7 500 f	120 000	1 200 000
frais mission chauffeur	2 p x 2j x 7 500 f	40 000	400 000
Carburant	3000l x 400f	120 000	1 200 000
Lubrifiant	10%	12 000	120 000
Entretien chevaux	6 chevaux x 10 000 f	60 000	600 000
Total2		460 000	4 600 000
Total			5225 000
Imprévus	10%		522.500
TOTAL GENERAL			5747 500

ANNEXE 4:

**RAPPORTS DE MISSION
AU CAP VERT ET TCHAD**

COMITE PERMANENT INTER ETAT DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL(CILSS)

PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL AU SAHEL (PADLOS)

VOLET COMMUNICATION SOCIALE

RAPPORT DE MISSION AU CAP VERT

Du 12 au 21 décembre 1998, Monsieur Yacouba KONATE, chargé du programme communication participative du PADLOS a effectué une mission de contact au Cap Vert au cours de laquelle il devait mettre en route le projet de communication participative en appui à des actions locales de développement. Il s'agissait plus précisément de déterminer avec la partie capverdienne :

- Les tâches et missions du CILSS et de la coordination nationale ;
- Les mécanismes de gestion de l'accord de financement ;
- Les zones de recherche - action retenues ;
- Les mécanismes pour la préparation de l'atelier de lancement (participants, coordination de la recherche, animation, méthodologie à utiliser, outils de communication, date...) ;
- La réalisation de la vidéo ;
- Le suivi de la recherche - action ;

La mission s'est déroulée à Praia et dans l'île de Santo Antao selon les points suivants :

1. A PRAIA AVEC LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ANIMATION RURALE

Les discussions ont porté sur la clarification des objectifs et résultats attendus du projet, les projets à appuyer, la gestion de l'accord de financement, la méthodologie de la RA, la coordination nationale, la réalisation du film vidéo.

Objectifs et résultats attendus de la Recherche - action

Ce point a consisté en un bref rappel du contexte, des objectifs et des résultats attendus du projet.

Objectif global :

Elaborer et expérimenter des stratégies de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification.

Objectifs spécifiques :

- Appuyer la réalisation de recherche - action visant à développer des stratégies de communication participative dans les pays particulièrement touchés par la désertification ;
- Expérimenter ces stratégies dans le cadre de ces recherches - action et analyser leurs facteurs de difficultés et de réussite ;

- Evaluer les stratégies adoptées dans ces projets pilotes ;
- Renforcer la capacité méthodologique des partenaires de recherche dans chacun des pays en matière de recherche – action et de communication participative ;
- Produire un recensement critique des stratégies de communication dans le cadre de l'application de la CCD et plus spécifiquement dans le cadre des PAN de la région d'Afrique de l'Ouest ;
- Partager les acquis et les questions soulevées par ces recherches avec les organismes responsables de la mise en application de la CCD dans les pays du Sahel.

Résultats attendus :

- Une méthodologie et des applications pratiques de communication participative en matière de lutte contre la désertification au niveau local ;
- Des activités de communication réalisées et un appui à des actions de développement menées dans des communautés touchées par la désertification ;
- Des échanges entre institutions de recherche spécialisées dans la lutte contre la désertification ;
- Une publication et un film vidéo présentant les résultats des recherches – actions.

Les projets à appuyer

La compréhension des partenaires du Cap Vert était que le projet devait financer directement des actions de lutte contre la désertification tels que réalisation de diguettes, plantations, capteurs de nuages etc. toutes inscrites dans le PAN. C'est ainsi que le DG a suggéré d'appuyer directement les projets inscrits dans le PAN que ce soit au niveau national ou municipal. Pour lui, les projets dans le PAN ont été identifiés de manière participative, on n'attend plus que les moyens pour les mettre en œuvre.

Le mécanisme de gestion

Le DG a accepté la proposition de faire gérer l'accord par le CONACILSS et de confier la maîtrise d'ouvrage aux municipalités. (voir document produit à cet effet en annexe)

Mise en œuvre du projet

Proposition a été faite d'utiliser la chaîne d'animation de la DGAR pour la mise en œuvre du projet à savoir : un coordonnateur national appuyé par le DG, le délégué du ministre de l'agriculture à Santo Antao, les animateurs du ministère.

Le DG qui était lui-même pressenti pour assurer le poste de coordonnateur du projet a décliné l'offre arguant qu'il avait trop de responsabilités et peu de temps pour suivre le projet sur le terrain ; d'où la nécessité de recruter un coordonnateur à temps plein ou à mi temps. La discussion sur la rémunération de ce dernier a été remise à plus tard.

Une inquiétude cependant : le Ministre de l'agriculture, répondant du CILSS n'étant pas au courant du projet, le DG craint qu'il mette du temps à démarrer puisque c'est le ministre qui doit signer le protocole d'accord.

Discussions avec le Secrétaire Exécutif Pour l'Environnement (SEPA)

Ce dernier n'était pas non plus au courant d'un tel projet alors qu'il concerne son secteur c'est à dire la mise en œuvre de la CCD. Après un exposé sur les objectifs et résultats du projet, Monsieur Luis n'a pas caché qu'il aurait souhaité un projet qui vienne financer les actions définies dans le PAN d'avril 1998. Il a cependant reconnu que le projet s'inscrivait dans l'esprit du PAN vu qu'il était destiné à appuyer des actions locales de LCD.

2. DANS L'ILE DE SANTO ANTAO

Le Directeur général de l'animation rurale n'a pas pu suivre cette partie de la mission pour une question d'autorisation de son ministre. La mission s'est déroulée selon le programme suivant :

Jeudi 17 décembre : arrivée à Ribeira Grande et discussions avec le délégué du Ministère de l'agriculture ;

Vendredi 18 décembre : rencontre avec le conseiller en environnement de la municipalité ;
 Visite d'actions locales de LCD ;
 Discussion avec le Maire de Ribeira Grande ;
 Rédaction du draft du mémorandum.

Avec le délégué du ministère de l'agriculture

Monsieur Orlando Jésus Delgado a fait un exposé sur le processus de développement participatif de l'île surtout depuis la mise en œuvre du projet RAF, un projet de la FAO. Il a développé la méthodologie utilisée pour cette participation en insistant sur le rôle sa structure. Il attend du projet un renforcement des structures de communication de l'île telles que la radio rurale, le centre de communication rurale et le bulletin de la mairie.

Nous avons saisi l'occasion pour visiter le centre de communication rurale où nous avons pu constater la présence effective de matériels et outils de communication : production de livrets, de diapositives, de films vidéo VHS, d'affiches etc. Le centre utilise 16 animateurs dont 4 à Ribeira Grande et qui seront d'un précieux apport pour le projet.

Actions locales à Lagoa

Ce village situé sur les hauteurs (1740 m) à une vingtaine de Km de R. Grande, est le cœur des actions du Projet RAF de la FAO qui y travaille depuis 1995. Les populations y ont développé d'importantes activités de reboisement et de conservation des eaux et des sols ainsi qu'une intense activité associative en vue de développer l'élevage de caprins, de poulets et d'ovins.

Avec les municipalités de S. Antao

La discussion avec le Maire de R. Grande a été précédée d'une séance de travail avec son conseiller en environnement, Monsieur Monteiro. Il a fait un briefing du PAN municipal en présentant des projets sur lesquels la communication participative pourrait se greffer. Nous avons eu beaucoup de difficultés à nous entendre sur le choix des actions ou projets.

Avec le Maire, il a fallu deux heures de discussions pour parvenir à un accord sur les domaines à appuyer. Dans la panoplie de projets, nous avons choisi d'appuyer la reconversion de culture et la réintroduction de la banane.

Un mémorandum élaboré par le chargé de programme du PADLOS et le conseiller du Maire et soumis pour appréciation à ce dernier a été accepté ; il comporte les points suivants :

- Domaines d'actions à appuyer ;
- Tâches et missions des parties ;
- Mécanisme de gestion de l'accord de financement ;
- Réalisation du film vidéo ;
- Date de l'atelier de programmation.

- Il reste des points sur lesquels les deux parties doivent retravailler ; il s'agit des fiches techniques des deux projets, du recrutement et de la rémunération du coordonnateur national et de la tenue de l'atelier de programmation.

Les deux parties ont convenu de traiter ces points par courrier électronique.

Yacouba KONATE

MEMORANDUM ENTRE LES MUNICIPALITES DE SANTO ANTAO ET LE CILSS/PADLOS

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification dans le Sahel, le CILSS à travers le PADLOS et les Municipalités de Santo Antao (Cap Vert), se sont entendus sur les points suivants :

1. Domaines d'activités et objectifs de développement recherché.

Après un examen des différents projets et actions en cours dans l'île, il a été retenu que le projet de communication participative appuiera les domaines d'activités suivants :

- Reconversion des cultures dans les vallées de Santo Antao ;
- Réintroduction de la banane.

Ces actions s'inscrivent dans les priorités municipales compte tenu de l'appauvrissement des sols causé par la monoculture de la canne à sucre et aussi à cause des nouvelles opportunités qu'offre le STABEX au Cap vert en matière d'exportation de banane. L'objectif global de ces actions serait la protection de l'environnement et une amélioration alimentaire par la diversification de la production, notamment avec la plantation d'arbres fruitiers et l'exportation de la banane.

Objectifs spécifiques :

- Développement de l'arboriculture ;
- Remplacement progressif de la canne à sucre par des arbres fruitiers ;
- Rajeunissement des plantations de banane et vulgarisation de la banane.

Les municipalités de l'île devront fournir au CILSS, des fiches détaillées de ces activités avant le 10 janvier 1999. Ces fiches comprendront les points suivants :

- Initiateurs du projet (populations, municipalité, ministère, ONG, association etc.) ;
- Justification ;
- Objectifs global et spécifique (et quelques activités principales) ;
- Résultats attendus ;
- Budget et financement acquis ;
- Etat d'exécution .

Les objectifs de communication et la méthodologie de recherche, objets du présent projet seront définis au cours de l'atelier de programmation.

2. Taches des parties

➤ *Tâches et missions du CILSS*

- Apporter un appui financier au Cap Vert pour la réalisation de la recherche – action ;
- Appui-conseil en méthodologie de communication participative plus précisément dans :
 - Le choix des sites où se mène la recherche – action ;
 - Les domaines à appuyer ;
 - La programmation des activités ;
 - La formation des animateurs ;
 - L'élaboration du scénario du film vidéo ;
 - Le suivi régulier de la recherche – action ;
 - Le choix des outils évaluation ;
 - L'organisation des rencontres (atelier de programmation, table ronde régionale) ;
 - La finalisation du rapport national.

➤ *Tâches et missions du coordonnateur national*

Il a été retenu et conformément aux discussions avec le Directeur général de l'animation rurale, la nécessité de recruter un coordonnateur national (à plein ou à mi temps) et qui résiderait dans l'île ; cela pour mieux suivre l'exécution du projet. Sa rémunération sera fixée selon le barème du CILSS et son mode de recrutement, à déterminer par les deux parties, mais dans tous les cas il devra être recruté avant la tenue de l'atelier de programmation.

Il est le répondant du projet dans ses aspects techniques. Son rôle est :

- D'appuyer techniquement les animateurs ;
- Leur fournir les conseils techniques nécessaires ;
- Les suivre si besoin sur le terrain ;
- Aider à la réalisation des certains outils dans le cadre du projet ;
- Appui-conseil pour le film vidéo ;
- Rédiger le rapport national de la recherche action ;
- Aider à l'organisation des rencontres.

3. Mécanisme de gestion financière

Le mécanisme de gestion de la subvention accordée est celui du CILSS (voir protocole d'accord joint en fin de document). Cependant, pour une plus grande souplesse et pour respecter l'esprit de décentralisation en cours au Cap Vert, les CILSS est invité à voir la possibilité de signer directement le protocole de gestion avec l'Association des

municipalités de Santo Antao, structure légalement reconnue et habilitée à signer de tels accords.

➤ **Les tâches et rôles de l'Association des municipalités sont les suivants :**

- Aider à l'identification des zones de la recherche – action ;
- Faciliter le travail des animateurs ;
- Faciliter les rencontres dans l'île dans le cadre du projet.

4. Réalisation du film vidéo sur la recherche action

Cette tâche a été confiée à la Direction générale de l'animation rurale qui dispose du matériel et des hommes nécessaires. Les coûts de ce film qui seront connus lors de l'atelier de programmation, sont inclus dans le budget de la recherche action.

5. L'atelier de programmation

La période retenue pour cette rencontre est du 10 au 25 février 1999. Au préalable, les municipalités doivent fournir au PADLOS, la fiche technique des deux projets retenus ainsi que la liste nominative des participants nationaux à la rencontre.

Ponta do Sol, 18 décembre 1998.

RESUME DU RAPPORT DE LA MISSION AU TCHAD

Date : du 9 au 19 avril 1999

Lieu : N'Djamena

Objectif : contacts pour le démarrage du projet de communication participative

Responsable : Yacouba KONATE

Membre de la mission : Ma-Umba MABIALA, consultant

Financement : CRDI

Résumé

L'objectif global de la mission était une prospection pour la mise en œuvre du projet de communication participative. Un consultant devant élaborer la méthodologie de communication participative y a été associé pour récolter les données nécessaires à ce travail.

La mission a expliqué les objectifs et résultats attendus aux autorités et responsables de projets tchadiens. Elle a eu une journée de discussion avec les responsables des sites identifiés pour approfondir ses connaissances sur les sites.

Elle a visité des projets en exécution dans la sous préfecture de Linia afin de comprendre le travail des animateurs de l'ONG Darna, identifié (entre autres) pour abriter le projet de communication. Elle a également visité un centre de formation dans la banlieue de N'Djamena pour prendre les renseignements nécessaires à la tenue de l'atelier de programmation du projet prévue du 19 au 30 juillet 1999 et qui concernera une trentaine de personnes (animateurs et leurs chefs directs).

Les sites retenus sont les suivants :

<i>Zones</i>	<i>Structures responsables</i>	<i>Domaines d'appui</i>	<i>Nombre d'animateurs</i>
<i>Elfass, Kadada, N'djamena rural</i>	<i>DARNA (ONG)</i>	<i>Alphabétisation ; Crédit rural ; Agroforesterie.</i>	<i>3 agents 1 délégué d'antenne</i>
<i>Mao</i>	<i>ONDR</i>	<i>Ecodéveloppement (développement agrosilvopastoralisme) ;</i>	<i>8 agents 7 chefs de volets</i>
<i>Doum Doum</i>	<i>SODELAC</i>	<i>vulgarisation de techniques agricoles pour la culture de céréales, du maraîchage, de la production de fruits, éducation et santé.</i>	<i>4 agents</i>
<i>Isserom</i>	<i>SODELAC</i>	<i>Vulgarisation agricole ; Lutte contre l'ensablement.</i>	<i>3 agents</i>
<i>* en attente : Salamat</i>	<i>NAFIR (ONG)</i>	<i>Information-formation-organisation ; Agriculture durable ; Femme et développement ; Epargne crédit ; hydraulique</i>	<i>Au moins 2</i>

La discussion avec les partenaires a recommandé que les fonds soient mis à la disposition du CONACILSS avant la tenue de l'atelier.

RAPPORT DE MISSION AU TCHAD

Du 9 au 19 avril 1999, a eu lieu au Tchad une Mission de l'Unité de développement local/CILSS. La mission était conduite par Monsieur Yacouba KONATE Chargé du programme communication participative et comprenait Monsieur Ma-Umba MABIALA, consultant du Centre d'étude de la famille africaine au compte de l'UDL.

L'objectif global de la mission était de prendre les contacts nécessaires au démarrage du programme de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification. Plus spécifiquement, la mission devait :

- Expliquer les objectifs et résultats attendus du projet aux autorités tchadiennes ;
- Discuter des tâches et missions du CILSS et de la coordination nationale ;
- Proposer les mécanismes de gestion de l'accord de financement ;
- Identifier les zones où pourrait se mener la recherche-action ;
- Trouver les mécanismes pour la préparation de l'atelier de lancement
- Identifier le réalisateur de la vidéo ;
- Ainsi que le chargé du suivi de la recherche – action ;

La mission s'est déroulée en six étapes :

1. Rencontre avec les autorités tchadiennes pour expliquer le projet ;
2. Rencontre avec les partenaires pour harmoniser les vues et choisir les sites d'exécution ;
3. Concertation en comité restreint pour discuter des questions institutionnelles ;
4. Rencontre de chefs et responsables des sites choisis ;
5. Visite de terrain dans la sous-préfecture de Linia
6. Séance de restitution avec les partenaires ;

Rencontre avec les autorités tchadiennes

Cette rencontre a eu lieu le lundi 12 avril d'abord avec le secrétaire permanent du CONACILSS M. Mahamat Mocktar Ali pour harmoniser les vues sur le projet . Il s'est avéré que ce dernier qui a bénéficié des passages du SE CILSS et du chef de l'unité, maîtrise tous les contours du projet. L'entretien a donc porté essentiellement sur les objectifs de la mission. Le SP/CONACILSS a profité sur le champ, adresser une convocation aux différents partenaires pour une rencontre le lendemain.

Puis la mission fut reçue par le Directeur Général Adjoint du Ministère de l'agriculture Monsieur Issa Kana auquel elle a expliqué les objectifs et résultats attendus du projet. La mission a insisté sur le soutien politique attendu des autorités tchadiennes, soutien combien nécessaire à son bon déroulement.

Rencontre avec les partenaires

L'objectif de cette rencontre était d'expliquer les objectifs et résultats attendus du projet aux responsables des différents projets de lutte contre la désertification et de choisir ensemble les sites pour la mise en œuvre du projet. Etaient présents à cette rencontre (13 personnes) les responsables de:

- La Société de développement du Lac (SODELAC)
- Le Directeur des forêts ;
- L'Office national de développement rural (ONDR) ;
- L'Institut tchadien de recherche agricole pour le développement ;
- Le point focal CCD ;
- DARNA, une ONG ;
- M. Ousmane CHIMI consultant ;
- Le SP CONACILLS
- L'assistant du SP/CONACILSS ;
- La mission du CILSS.

Après la présentation du projet (par le chargé de programme), des différents aspects de la méthodologie à élaborer (par le consultant) et des questions/réponses d'éclaircissement, ce fut le choix des sites. Les participants ont fixé ensemble des critères sur la base desquels les sites seront retenus. Ce sont :

1. Existence d'un projet sur le site ;
2. Accessibilité du site ;
3. Existence de potentialités économiques, agricoles, forestières... ;
4. Présence et disponibilité des personnes ;
5. Existence d'une menace de désertification.

Après discussions, il a été retenu que les points 1, 2 et 4 sont essentiels. Et sur cette base, les participants ont retenu quatre sites sur les sept soumis à examen. Les sites retenus (sous réserve d'approfondissement) ont été les suivants :

- Dourbali (exploitation de la gomme arabique et introduction de la technique d'ensolement) ;
- Ouna (exploitation des algues bleues) ;
- Melfi (projet de développement intégré en cours depuis six ans) ;
- Kanem (gestion des terroirs – transhumance qui va démarrer).

Rencontre avec les responsables des sites retenus

La journée du mercredi 14 avril 1999 a été consacrée à des entretiens avec les responsables des sites choisis.

1. Avec Darna

Darna veut dire « Notre pays » en langue Arabe du Tchad. C'est une ONG créée depuis 1989 et qui travaille avec les populations dans plusieurs domaines : hydraulique rurale, épargne crédit, environnement.

Tout a démarré en 1988 des suites d'une enquête dans la zone de Ligna, enquête qui avait montré que les populations manquaient d'eau et de revenus. Cependant les populations étaient courageuses, notamment les femmes et montraient leur volonté de s'entraider à travers une tontine. Les initiateurs de l'ONG avaient également remarqué que la zone était peuplée de gommiers naturels inexploités par les populations car inconnus pour leur valeur commerciale. Ce sont ces constats qui vont conduire à la création de Darna le 25 avril 1989.

Aujourd'hui, toute la zone exploite la gomme avec les techniques autrefois enseignées grâce à l'ONG Darna mais maintenant assurées par les paysans eux-mêmes. Ils ont organisé le marché de vente de la gomme pour l'extraire à la spéculation des intermédiaires et réglé les petits conflits fonciers liés aux gommerais.

L'action de l'ONG a été bénéfique pour cette ressource naturelle qu'est le gommier. Par sa valorisation l'arbre est aujourd'hui protégé et sauvegardé. Darna veut étendre ses activités à l'agroforesterie, notamment les cultures intercalaires entre les pieds de gommiers de même que la valorisation d'espèces comme le balanites, le jujubier, le tamarinier etc.

Par rapport à la gomme il souhaiterait que les populations prennent réellement en mains la commercialisation en maîtrisant le système de prix à N'Djamena, ce faisant ils élimineraient les intermédiaires et s'assureraient un revenu substantiel.

L'intervention du projet de communication participative pourrait être le soutien aux activités de communication tendant à une meilleure gestion du crédit et l'augmentation des peuplements de gommiers et des espèces utiles de manière générale. Car il ne faudrait pas ignorer que des prix d'achat au producteur trop bas amèneraient les populations à abandonner la protection du gommier ce qui se traduirait par une régression de la lutte contre la désertification.

2. Avec l'ONDR

La rencontre avec les partenaires du projet a retenu deux sites sous la tutelle de l'Office de développement rural ONDR. Il s'agit du projet de développement agro-silvo-pastoral (PDASP) de MAO et du Projet de développement agricole de Ouadi-Kanem (PDAOK). Ce dernier prenant fin en décembre 1999, la mission n'a pas jugé utile de le retenir.

Quant au PDASP qui a travaillé dans le domaine du reboisement dans une première phase, va prendre en compte à partir de la fin avril début mai, l'élevage et le pastoralisme. Le projet est dans une phase transitoire qui s'achèvera dans moins d'un mois. Il a les atouts suivants :

- Les ressources financières du projet ;
- Quatre animateurs déjà sur le terrain (dont le nombre sera porté à 8 au redémarrage) ;
- Une zone assez réduite (moins de 15 km) par agent à parcourir ;
- Des chevaux pour se déplacer ;
- La situation de démarrage du projet.

C'est donc le PDASP qui a été retenu pour le projet.

3. Avec la Société de développement du lac (SODELAC)

C'est l'exploitation de la Spiruline (algues bleues) qui avait été retenue sur la base de l'étude réalisée par le PADLOS sur la gestion décentralisée des ressources naturelles ; choix qui a été confirmé par la rencontre avec les partenaires du projet. Mais les discussions avec les responsables de la SODELAC notamment avec Madame Kharidja Hassanpalah chef de la division de la production agricole, ont montré que le projet qui devra prendre en compte cette exploitation, n'a même pas encore commencé son étude de faisabilité. Ce qui laisse prévoir son démarrage au plus tôt en l'an 2000. Les discussions ont donc conduit la mission vers un autre projet qui sera mis en place en mai : le projet de développement rural de Doum-Doum financé par la Banque Arabe.

Ce projet va s'occuper de vulgarisation de techniques agricoles pour la culture de céréales, du maraîchage, de la production de fruits, de l'éducation et de la santé.

Le projet de Doum-Doum dispose de 4 animateurs.

Un autre projet de la SODELAC abritera également les activités de communication, c'est celui de Isserom orienté vers la vulgarisation agricole et la lutte contre l'ensablement. dans cette zone, le projet reposera sur 3 animateurs et le chef d'équipe basé à Doum Doum.

Le responsable du projet qui a participé aux discussions, s'est montré vivement intéressé par les actions de communication participative qui viendront appuyer ses activités.

Visite dans la zone de Linia, un des sites retenus pour la recherche

L'objectif de cette visite était de constater de visu, les activités de lutte contre la désertification qui vont être soutenues par le projet de communication participative.

La zone de Linia est le terrain d'intervention de l'ONG Darna. Il travaille dans plusieurs domaines : eau, environnement, crédit rural, alphabétisation etc. C'est l'organisation et la formation des exploitants de gomme arabique qui ont fait la réputation de l'ONG, surtout que ces activités se sont traduites par une restauration de la végétation.

Selon Darna, la vente de la gomme arabique rapporte chaque année environ 12 millions de F CFA pour sa zone d'intervention, une zone d'environ 30.000 habitants. Pour les paysans de Gozalkalba à environ 60 km de N'Djamena, les effets de ce qu'on a appelé « le boum gommier » sont visibles : augmentation du cheptel, acquisition de chevaux pour les déplacements, stabilité des jeunes dans le village et mariage de certains d'entre eux. Pour en arriver là, Darna a adopté démarche une simple :

- former des paysans qui vont à leur tour transmettre leur savoir aux autres ;
- favoriser la réflexion commune à travers les rencontres et voyages inter-villageois ;
- satisfaire les besoin crucial d'eau.

Les paysans sont actuellement organisés en comités pour la vente de la Gomme. Car le marché de ce produit est dominé par quelques grossistes à N'Djamena qui se servent d'intermédiaires pour acheter la gomme au ... plus bas prix. Avec la mise en place des comités, les paysans ont constitué un certain poids qui empêche la spéculation sur les prix. Il existe aujourd'hui grâce à Darna, deux seuls points de vente de la gomme à Linia, un moyen sûr de contrôler les prix.

L'ONG a aidé les femmes pour la mise en place de caisses d'épargne et de crédit destinées à subvenir aux besoins de financement de petites activités rémunératrices et aides sociales. Les caisses sont renflouées par les cotisations des membres à raison de 200 F CFA par mois. Les prêts se font avec un intérêt de 10% par mois pour les membres et 20% pour les autres. En avril 99 la caisse du village de Adouba à 35 km de la capitale n'était pas à son plus fort niveau. Elle disposait de 25.000 F CFA, 15 sacs de sorgho et un sac de Gombo sec. Pour ces femmes discrètes, la priorité est d'avoir un puits pour alléger leurs tâches. L'école et le poste de santé tout aussi importants peuvent attendre.

« Un enfant qui a bien appris avec son père continue le travail après la mort de celui-ci » dit Adoum Mahamat Assan chef de Adouba. Cela correspond tout à fait à la philosophie de Darna. L'ONG intervient avec le souci de se désengager progressivement, dès que les

populations maîtrisent le secteur d'intervention. Mais le village des « goï-goï » (tourbillons) pourra-t-il continuer cette action bénéfique pour l'environnement ? Le prix du kg de gomme est passé de 3.000 F CFA à moins de 400 F CFA. Il est à craindre un découragement des producteurs qui pourrait annoncer un abandon de la protection des gommerais.

Visite à Darda, un centre de formation

Cette visite entraine dans le cadre de la préparation de l'atelier de formation des chercheurs. Il s'agissait de trouver le lieu le plus approprié pour abriter la formation. Le centre de Darda à une soixantaine de km de la capitale a toutes les conditions pour l'atelier.

Il dispose d'une grande salle de réunion avec un bungalow (location 12.500F/J heure supplémentaire = 1650F);

Une cuisine et un réfectoire (repas 5.000 F/J);

Des dortoirs (1250F/Lit);

Des chambres individuelles 2.500F/nuit.

Ce centre très sollicité ne pourra malheureusement être libre que durant les mois de juin et juillet 1999.

Bilan de la mission

Ce bilan a été fait au cours d'un débriefing le vendredi 16 avril 99 qui a réuni les mêmes responsables. La mission a fait le point sur l'ensemble de ses activités (rencontres, discussions, visites de terrain...) et fait le constat suivant :

1. Il existe une réelle volonté chez le CONACILSS et les institutions rencontrées d'accueillir le projet de communication participative ;
2. Le besoin de communication existe dans ces institutions ;
3. Sur le terrain ces besoins existent et pourraient être comblés des activités de communication participative.

Les zones d'appui définitivement retenues sont présentées dans le tableau suivant :

Zones	Structures responsables	Domaines d'appui	Nombre d'animateurs
Elfass, Kadada, N'djamena rural	DARNA	Alphabétisation ; Crédit rural ; Agroforesterie.	3 agents 1 délégué d'antenne
Mao	ONDR	Ecodéveloppement (développement agrosilvopastoralisme) ;	8 agents 7 chefs de volets
Doum Doum	SODELAC	vulgarisation de techniques agricoles pour la culture de céréales, du maraîchage, de la production de fruits, éducation et santé.	4 agents
Isserom	SODELAC	Vulgarisation agricole ; Lutte contre l'ensablement.	3 agents
* en attente : Salamat	NAFIR	Information-formation-organisation ; Agriculture durable ; Femme et développement ; Epargne crédit ; hydraulique	Au moins 2

Structures du projet à mettre en place

Par rapport aux structures de conduite du projet, la mission a insisté une fois de plus sur son aspect recherche pour dire qu'il faut limiter ses charges de gestion et mettre l'accent sur les postes activités de terrain.

La structuration suivante a été acceptée :

- Le CONACILSS assure la gestion financière ;
- Un comité consultatif composé des responsables des zones d'appui oriente de temps en temps le projet ;
- Un chargé de suivi s'occupe du suivi méthodologique qui est un encadrement technique assuré de façon ponctuelle. Les modalités de sa rémunération seront déterminés avant l'atelier.
- Une structure (privée) sera chargée d'évaluer le projet.

La rencontre a défini le travail à faire d'ici le démarrage du projet. Il s'agit de :

- L'élaboration du cadre méthodologique ;
- Du plan d'action ;
- De la tenue de l'atelier de formation des animateurs.

Il a été fortement recommandé que pour la réussite du projet, le CILSS doit mettre les fonds nécessaires à la disposition du Tchad avec la tenue de l'atelier, de sorte que les animateurs puissent être opérationnels dès leur sortie de formation.

Yacouba KONATE

COMITE PERMANENT INTER- ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE
FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

CILSS

SECRETARIAT EXECUTIF

PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

*UNITE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL
(UDL-PADLOS)*

Tel : (226) 31 26 40 - Fax : (226) 31 19 82 E-Mail : padlos@fasonet.bf

**ATELIER DE PLANIFICATION DU PROJET
DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE**

(du 4 au 22 août 1999 - DARDA, TCHAD)

RAPPORT DE MISSION

Août 1999

RAPPORT DE MISSION AU TCHAD

Du 4 au 22 août 1999, a eu lieu au Tchad une Mission de l'Unité de Développement Local/CILSS. La mission était composée de Messieurs Bertrand Zida (PASP) Monsieur Maman Farouch (Cellule communication), Mahamane Touré et Monsieur Yacouba KONATE (UDL). Elle comptait en outre Monsieur Ma-Umba MABIALA, consultant du Centre d'étude de la famille africaine au compte de l'UDL.

L'objectif global de la mission était de planifier au cours d'un atelier et avec les animateurs, le projet de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification. Plus spécifiquement, la mission devait :

1. De concert avec le CONACILSS, mettre les dernières touches à la préparation de l'atelier;
2. Participer à l'animation de l'atelier.

I. La préparation de l'atelier

Cette étape de la mission a eu lieu du 5 au 8 août 1999; elle a mobilisé le chargé du projet de communication et l'assistant du SP/CONACILSS. Elle consisté à :

- Vérifier les invitations à l'atelier;
- Rédiger un draft du discours du Ministre de l'agriculture du Tchad;
- Vérifier les dispositions prises pour les salles, l'hébergement et les repas des participants;
- Location et achat de la logistique pour le transport et les consommables de la rencontre;
- Mobilisation de la presse nationale.

Cette partie de la mission s'est déroulée avec quelques surprises notamment les coûts élevés du matériel de bureau au Tchad.

II. L'animation de l'atelier

L'atelier de planification du projet a eu lieu à Darda à une soixantaine de Km de N'Djamena. Il a regroupé une trentaine de participants venus des projets sites comme: la Société de développement du lac (SODELAC), l'Office national de Développement (ONDR), Les ONG DARNA et NAFIR.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Ministre de l'Environnement et de l'Eau, Monsieur Pascal Yoadimadji représentant le Ministre de l'Agriculture.

Deux allocutions ont été prononcées; l'une par le coordonnateur de l'UDL et l'autre par Monsieur le Ministre de l'environnement et de l'eau.

Dans son intervention, le Coordonnateur de l'Unité d'Appui au Développement Local au Sahel a tout d'abord remercié les autorités Tchadiennes de leur disponibilité et de l'accueil dont ils ont bénéficié. Après une brève présentation du contexte et du contenu du projet, il a indiqué que le choix du Tchad tient notamment de l'expérience et de l'engagement de ce pays dans les actions de lutte contre la désertification.

Le Ministre de l'Environnement et de l'Eau, prononçant le discours d'ouverture a indiqué ce projet contribuera grandement à la mise en œuvre de la lutte contre la désertification au Tchad. Tout en réitérant la disponibilité du Gouvernement Tchadien, le Ministre a particulièrement remercié le CILSS et le Centre de Recherche pour le Développement (CRDI) pour la confiance

faite au Tchad. Pour finir, le Ministre a tenu à encourager les participants pour les journées de réflexion qu'ils auront à mener ensemble en leur souhaitant plein succès à l'atelier.

Après la séance d'ouverture, deux (2) communications ont été livrées. Il s'agit de la présentation du CILSS et du projet de communication participative par le Coordonnateur de l'UDL et des Programmes d'action sous régionaux de lutte contre la désertification par Monsieur Bertrand Zida, Chef de l'Unité d'Appui aux stratégies et politiques de GRN du CILSS.



Les animateurs présentant le rapport de la journée écoulée

Ces deux exposés ont été suivis de questions dont les réponses ont permis aux participants de s'imprégner de la problématique de la lutte contre la désertification au Sahel.

Ces deux orateurs se sont retirés de l'atelier pour d'autres occupations à N'Djamena.

L'atelier s'est donc poursuivi avec le chargé du projet de communication participative et celui de la cellule de communication du CILSS. Ce dernier après une brillante participation au niveau des concepts de base de la communication participative, a également mis fin à son séjour à Darda.

Outre la gestion des activités quotidiennes inhérentes à tout atelier, nous avons eu à assurer un module d'apprentissage sur l'initiation à la photographie autour des axes suivants:

- Les types d'appareils photographiques
- Les éléments essentiels pour faire une photo;
- La composition de l'image;
- Le reportage photo;
- l'utilisation de la photo dans les projets de développement.

III. Les difficultés et leçons de l'atelier

Du point de vue technique, l'atelier s'est bien déroulé; le consultant était parfaitement à la hauteur et les participants réellement intéressés.

Trois points sont cependant à souligner :

1. les écarts entre les coûts estimés et les prévisions initiales

En effet, l'ensemble des projets soumis pour financement dans le cadre de ce projet de recherche-action tourne autour de 45 millions de f CFA alors que l'ensemble de protocole d'accord avec le Tchad (hormis les frais de consultation) fait 25 millions. De plus certains aspects de la mise en œuvre des projets n'ont pas été budgétisés. Il s'agit notamment des coûts de déplacement du chargé de suivi ; quand on sait qu'une journée de location de véhicule 4x4 coûte 80.000 F CFA ces charges pourraient s'élever à $80.000 \times 50 = 4.000.0000$ F CFA.

Il faut également verser sur le compte des imprévus, la tenue d'une rencontre à mi parcours jugée nécessaire par le consultant pour permettre de faire un bilan partiel et réorienter les animateurs à temps si besoin était surtout que ces derniers avaient un niveau assez bas.

Tout ceci nécessitera sans doute un avenant au protocole avec le Tchad qui être répercuté sur le reste du budget de l'appui du CRDI.

2. des doutes sur la disponibilité réelle du chargé de suivi identifié

Le consultant identifié pour suivre le projet, donne des signes d'inquiétude quant à sa disponibilité. Il occupe un poste au sein de l'administration tchadienne ce qui pourrait être un handicap sérieux pour sa disponibilité à appuyer à tout moment les animateurs du projet conformément aux TDR qui lui ont été soumis. Cette question devra donc être étudiée à fond avant d'envisager la signature d'un contrat local comme cela avait été proposé pour plus de fluidité dans la mise en œuvre du projet.

3. définir des liens clairs entre le CONACILSS et les sites du projet

Les participants à l'atelier ont demandé des liens fonctionnels avec le CONACILSS par rapport aux mécanismes de rétrocession des fonds. Cet aspect mériterait donc d'être bien cerné et formalisé au plan local avec un souci de clarté, de fluidité et de fonctionnalité.

4. insuffisance du budget de l'atelier

L'insuffisance du budget est liée au manque d'informations précises sur les coûts du matériel et des prestations de services au Tchad. Malgré la mission préparatoire du mois d'avril 1999, les estimations faites pour certaines lignes budgétaires ont été en deçà de la réalité. Il s'agit notamment des fournitures du bureau listées par le consultant. Les prix de la plupart de ce matériel ont doublé voire triplé au Tchad ce qui nous a contraint à une réduction drastique de cette liste au risque de travestir l'atelier.

Le coût de location des moyens de transport était aussi plus élevé que prévu.

Quant à l'atelier lui-même, la difficulté majeure était le remboursement des frais de transport des participants. Alors que ces frais avaient été évalués à dix mille (10.000) F CFA A/R pour chaque participant, ils se sont avérés nettement au dessus des coûts réels. Quelques fois, trois fois plus. Car les estimations avaient été faites en avril (saison sèche) où les transports coûtaient moins cher; en saison des pluies au Tchad, les prix grimperaient deux à trois fois plus selon les zones. Ce problème a failli bloquer l'atelier et il a fallu tout le tact nécessaire pour décriper la situation.

Les leçons qu'on pourrait tirer est surtout de permettre une certaine marge budgétaire pour parer à de tels imprévus.

De façon globale et compte tenu de l'insuffisance du budget, il faudra voir la suite du projet dans une autre direction, notamment changer, pour cette première phase, le deuxième pays d'exécution qui est la Mauritanie, par le Burkina Faso où il pourra s'exécuter avec moins de charges financières. Les atouts en faveur de ce pays sont :

- Baisse des coûts de voyage (la mission d'identification en Mauritanie est budgétisée à environ trois millions F CFA) ;
- Economie sur les frais de suivi (ce volet pourra être exécuté directement par l'expert du PADLOS ; il est budgétisé à près de six millions F CFA au Tchad)
- Un suivi plus efficace à cause de la proximité des sites et de la compétence du chargé de suivi ;
- Gain de temps, les sites étant sur place.

L'économie réalisée sur ce deuxième pays pourra être rajoutée au budget tchadien pour permettre des actions plus efficaces.

Yacouba KONATE
Expert en communication

COMITE PERMANENT INTER- ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE
FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

CILSS

SECRETARIAT EXECUTIF

PROGRAMME MAJEUR POLOITIQUE DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

**UNITE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL
(UDL-PADLOS)**

Tel : (226) 31 26 40 - Fax : (226) 31 19 82 E-Mail : padlos@fasonet.bf

**ATELIER DE PLANIFICATION DU PROJET
DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE**

(du 9 au 20 août 1999 - DARDA, TCHAD)

RAPPORT DE SYNTHESE

Août 1999

INTRODUCTION

Du 09 au 20 Août 1999, s'est tenu au Foyer de l'animateur de DARDA l'atelier de planification du Projet de Communication Participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification. L'atelier qui était organisé par le Comité permanent Inter-Etat de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) avec l'appui financier du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) et l'appui institutionnel du Ministère de l'Agriculture du Tchad, a regroupé une trentaine participants provenant :

- Des Institutions de Développement comme SODELAC, DARNA, ONDR, NAFIR.
- Du Ministère de l'Agriculture et celui de l'Environnement et de l'Eau.
- Des Structures ayant en charge la Recherche.

L'atelier est une suite logique de la mission d'identification du CILSS en avril de cette année; il vise :

- 1) - à planifier avec les animateurs, le projet dans les sites d'intervention
- 2) - à donner à ces derniers les méthodes et outils de communication participative
- 3) - à introduire aux participants les aspects méthodologiques de la Recherche/Action etc...

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Ministre de l'Environnement et de l'Eau, représentant le Ministre de l'agriculture, en présence du Coordonnateur de l'Unité d'Appui au Développement Local au Sahel (UDL) et quelques cadres du CILSS.

Deux allocutions ont été prononcées; l'une par le coordonnateur de l'UDL et l'autre par Monsieur le Ministre de l'environnement et de l'eau.

Dans son intervention, le Coordonnateur de l'Unité d'Appui au Développement Local au Sahel a indiqué que le choix du Tchad pour l'implantation du présent projet est guidé par le succès du forum national sur la convention de lutte contre la désertification.

Le Ministre de l'Environnement et de l'Eau, prononçant le discours d'ouverture a rappelé que le Tchad fait de la lutte contre la désertification une priorité nationale. Il a en outre ajouté que ce projet de communication participative contribuera grandement à la réussite de cette lutte. Tout en réitérant la disponibilité du Gouvernement Tchadien, le Ministre a particulièrement remercié le CILSS et le Centre de Recherche pour le Développement (CRDI) pour leur appui financier remarquable sans lequel le présent atelier ne verrait jour.

Dans l'après midi, deux (2) communications ont été livrées. Il s'agit de la présentation du CILSS et du projet de communication participative par le Coordonnateur de l'UDL et des Programmes d'action sous régionaux de lutte contre la désertification par le Chef de l'Unité d'Appui aux stratégies et politiques de GRN du CILSS.

S'agissant de la première communication, Monsieur Touré, après avoir présenté le CILSS, a indiqué que, par rapport au projet de communication participative, l'on a souvent parlé de participation des populations dans les projets de lutte contre la désertification sans vraiment chercher à inscrire cette participation dans une démarche méthodologique; si bien qu'on en est venu à se poser des questions sur l'efficacité de cette participation. C'est sur la base de constat que le CILSS et le CRDI ont décidé d'asseoir de concert avec certains pays membres, un projet de Recherche/action sur ce thème.

Il a par ailleurs rappelé aux participants, l'impact régional que pourrait avoir le présent projet après sa phase test d'exécution fixée à dix (10) mois.

Le second exposé de Monsieur ZIDA sur les PARS a fait l'historique de la Convention de lutte contre la désertification et présenté ce que le CILSS en tant que Structuré sous-régionale fait pour accompagner et aider les Etats membres pour la mise en œuvre de ladite convention.

Ces deux exposés ont été suivis de questions dont les réponses ont permis aux participants de s'imprégner de la problématique de la lutte contre la désertification au Sahel.

DEROULEMENT DES TRAVAUX

Les journées de l'atelier se sont déroulées globalement de la façon suivante:

1. mise entrain des participants dès l'ouverture par l'équipe de restitution de la veille;
2. compte-rendu de la journée écoulée;
3. début du programme de la journée.

A la fin de chaque journée, une évaluation est faite avec le questionnaire suivant:

- Aspects positifs de la journée
- Aspects négatifs
- Commentaires

C'est la journée du 10 août qui a véritablement marqué le début de l'atelier de planification. Sous l'éclairage de Monsieur MABIALA MA-UMBA animateur principal de l'atelier, les participants ont commencé par se familiariser avec certains éléments de la communication participative, notamment :

- Définition de concepts de base de la communication participative
- Les étapes permettant d'amener les paysans à accepter ou adopter un thème de vulgarisation
- Les quelques éléments de base du processus de la communication
- Conditions minimum à remplir pour la participation des communautés
- Le rôle du communicateur.

On retiendra ainsi que le rôle du communicateur est entre autres de:

- faciliter l'identification du problème par les populations
- faciliter les échanges d'expérience et de points de vue
- faciliter la prise de décision
- faciliter les apprentissages
- faciliter les partenariats
- faciliter la mobilisation et la participation à l'action
- faciliter l'accompagnement de l'action

En somme, le communicateur est un facilitateur des échanges, un catalyseur, « le levain de la communauté ».

Les différents thèmes ont été soutenus par des exercices pratiques ce qui a permis aux participants de mieux cerner la notion de communication et de participation et de mieux comprendre leur future rôle de communicateur pour le développement.

Une présentation des institutions et projets représentés dans l'atelier a également été faite pour permettre de comprendre leurs objectifs, les problèmes qu'ils rencontrent et les défis qu'ils comptent relever par la communication participative.

La troisième journée a été consacrée à l'apprentissage de l'identification des problèmes qui affectent une communauté et ce que cela implique en matière de communication participative. C'est en ce sens que les participants ont eu des notions sur :

- la définition des groupes cibles
- la détermination des ressources humaines, matérielles et financières,
- les stratégies de communication
- les activités à mener
- la détermination des échéances
- l'exécution des activités
- le suivi/évaluation
- la réorientation des actions.

Ces étapes ont débouché sur des travaux de groupes où chaque institution devait poser un ou des problèmes, dégager les conséquences, les causes (immédiates, intermédiaires, fondamentales) et ensuite mesurer la dimension de l'implication du point de vue de la communication et de la participation communautaire.

Ce travail a permis à chaque institution de savoir qui est affecté par tel problème, et qui peut contribuer à le résoudre.

La journée suivante a été consacrée à la détermination des groupes cibles, à savoir les gens qui sont concernés par le problème ainsi qu'à la notion de partenaires. La question du choix et de la formulation des objectifs de communication a été également abordée. On retiendra que les objectifs de communication doivent être spécifiques, mesurables en terme de quantité et qualité; acceptables, réalistes, réalisables et limités dans le temps. Les indicateurs permettant de voir si les objectifs sont entrain d'être atteints, ont également été étudiés. Un travail de groupe sur la formulation des objectifs de communication a permis aux participants de mieux maîtriser ces aspects.

Les participants ont travaillé dans la cinquième journée sur les stratégies de communication par site; les types d'actions à réaliser; le déroulement des actions prévues; l'identification des canaux de communication etc. Ce travail par groupes qui s'est poursuivi sur trois jours a été entrecoupé par une initiation en techniques de prise de vues photographiques. Ce thème présenté par Monsieur Yacouba KONATE du CILSS a abordé les point suivants:

- Les types d'appareils photographiques
- Les éléments essentiels pour faire une photo;
- La composition de l'image;
- Le reportage photo;
- l'utilisation de la photo dans les projets de développement.

Une séance pratique a suivi avec l'utilisation de l'appareil photo *Wizen SM111* fourni par le projet et avec lequel les animateurs auront à travailler.

La deuxième semaine de l'atelier a été consacrée à certaines notions comme le pré-test des concepts et du matériel de communication, l'utilisation des moyens audio-scripto-visuels, le suivi-évaluation des activités et les modalités d'évaluation. Les participants se sont ensuite attelés à la rédaction de leurs plans de communication par site d'intervention.

Les projets de communication participative

Les participants ont terminé leurs travaux par l'élaboration de 5 projets de communication en appui à leurs activités.

Ainsi, le projet de développement local du Kanem qui travaille dans les secteurs de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles, envisage appuyer par la communication, les activités de lutte contre l'ensablement. Pour cela le projet va centrer ses actions de communication sur l'acquisition et l'accroissement des compétences de certains groupes cibles en techniques de production de plants et de mise en défens et faciliter l'accès des groupements de femmes aux parcelles aménagées.

L'ONG Darna a visé les pépiniéristes villageois pour résoudre le problème de la coupe abusive du bois et l'alphabétisation des femmes pour trouver des solutions aux problèmes que rencontrent ces dernières dans la gestion de leurs activités. Il va alors axer ses interventions sur la formation, les rencontres-discussions et utiliser des canaux de communication comme les jeux de rôle, les contes, les saynètes, les images, les voyages d'échanges etc.

Nafir une ONG basée dans le Guéra, a opté pour la lutte contre la dégradation des ressources naturelles. L'auteur principal identifié de cette dégradation, est l'exode rural; c'est pourquoi il envisage renforcer et appuyer la mise en place de sept (7) organisations paysannes pour une exploitation rationnelle des ressources naturelles et renforcer leur capacité de gestion. Il envisage en outre mettre en place deux pépinières à des fins de production de plants fruitiers et gommiers.

Le projet de développement rural de Doum-Doum a choisi de lutter contre l'ensablement tout comme celui de Bol. Ces deux projets rattachés à la SODELAC, ont comme activités entre autres: l'apprentissage de l'installation de pépinières et l'implication des chefs religieux, traditionnels et des personnes influentes dans la résolution du problème.

L'ensemble des activités programmées par les communicateurs et soumis au CILSS pour examen, demande un financement de près de 40 millions de F CFA.

Pour les modalités pratiques de mise en œuvre du projet de communication participative, les communicateurs ont demandé la mise à disposition rapide des fonds et une certaine flexibilité quant au décaissement. Ils ont également demandé des liens fonctionnels entre eux et le CONACILSS qui est leur intermédiaire avec le CILSS.

De manière générale, les participants ont affirmé que l'atelier a atteint ses objectifs. Ils ont cependant estimé que le temps était trop court pour leur permettre d'assimiler toutes les notions relatives à la communication participative et demandé que des dispositions soient prises à l'avenir pour éviter ce genre d'inconvénient.

Pour la mise en œuvre du projet, ils ont prévu le démarrage effectif des activités pour le début du mois d'octobre et ont réservé les prochaines semaines aux différentes tâches d'information des populations et des partenaires.

Les participants à l'atelier de planification du projet de communication participative CILSS/CRDI, ont adopté une motion de remerciement à l'endroit des autorités tchadiennes et du CILSS.

La cérémonie de clôture a été présidée par Monsieur le Ministre de l'environnement et de l'eau qui a indiqué que toutes les dispositions étaient prises pour rendre les animateurs immédiatement opérationnels.

La cérémonie a été l'occasion de la remise à deux Tchadiens, de diplômes de participation à l'atelier sur « décentralisation et mobilisation des ressources locales » tenu en juin 1999 à Bamako (Mali) à l'initiative de l'UDL.

